

FÊTE NATIONALE DE SERBIE

Le Président Bouteflika félicite son homologue serbe

P. 24

PRÉLUDE AU RÈGLEMENT DE LA CRISE LIBYENNE

Formation d'un gouvernement d'union nationale

P. 14

SAHARA OCCIDENTAL

Une organisation norvégienne appelle l'ONU à accélérer l'organisation du référendum d'autodétermination

P. 24

SÉCURITÉ SOCIALE

300.000 travailleurs non-salariés ont régularisé leur situation depuis la LFC 2015

Près de 300.000 travailleurs non-salariés ont régularisé leur situation auprès de la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (Casnos) depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances complémentaire (LFC) 2015, a annoncé hier à Alger le directeur général de cette caisse, Chawki Acheuk-Youcef. «Près de 300.000 travailleurs non-salariés débiteurs de cotisations ont régularisé leur situation auprès de la Casnos, permettant à la caisse de recouvrer 23 milliards de dinars», a-t-il déclaré à l'APS, précisant que 100.000 nouveaux affiliés ont été enregistrés jusqu'à février 2016 et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la LFC 2015.

P. 6



PARLEMENT
Ouverture le 2 mars de la session de printemps

P. 3

M.BEDOUÏ À PARTIR DE TAMANRASSET :

«La décentralisation et le rapprochement de l'administration du citoyen, une réalité palpable»

P. 5

SONELGAZ

Des investissements de 588 milliards DA engagés en 2015

P. 7

SANTÉ

Les aliments pour un petit-déjeuner anti-cancer

Pages 12-13

AADL 2001-2002

Remise des décisions de pré-affectation aux souscripteurs dans sept wilayas à partir d'aujourd'hui

P. 3

F T B A L L

AGO DE LA FAF : Adoption à l'unanimité des bilans moral et financier

MC Alger : Levée de sanction de l'ex-dirigant Omar Ghrib

P. 22

MDN

SÉCURISATION DES FRONTIÈRES ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

23 contrebandiers de nationalités africaines arrêtés à In Guezzam

P. 3



Du jamais bu...

Frut's
فروتس
Nouveau

Météo



	Max	Min
Alger	11°	02°
Oran	13°	04°
Annaba	14°	07°
Béjaïa	13°	08°
Tamanrasset	26°	11°

Horaires des prières

Mardi 7 jourmada al-awwal 1437

Fajr	06:01
Dohr	13:02
Asr	16:04
Maghreb	18:34
Isha	19:54



HÔTEL HILTON

Conférence sur l'innovation dans le développement des territoires



Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), organise aujourd'hui 16 février à l'hôtel Hilton, une conférence animée par M. Abdellatif Benachene, économiste et ancien ministre, sur «L'innovation dans le développement des territoires».

CE MATIN A L'HÔTEL SOFITEL
La 4G en débat au Forum N'TIC Magazine

Pour la 3^e édition de son Forum, N'TIC Magazine, organise ce matin à 8h30 à l'hôtel Sofitel, Salle Orchidée, une conférence qui portera sur le lancement de la 4G. La rencontre regroupera des experts dans le domaine dont : Merouane Debbah, Ziad Malouche et Roslane Bencharif.

CE MATIN À 10H AU FORUM DE DK NEWS

Conférence sur «La bourse d'Algérie comme alternative pour le financement des entreprises»

Le Directeur général de la bourse d'Algérie, M. Benmouhoub Yazid, sera l'invité ce matin à 10h30 du Forum de DK News, dans le cadre d'une conférence-débat qui aura pour thème «La bourse d'Algérie, l'alternative pour le financement des entreprises». La rencontre aura lieu au Centre de presse de notre



publication, sise au 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.

UNE PREMIÈRE CARGAISON SERA ACHEMINÉE JEUDI Soummam à la conquête du marché mauritanien

Le leader national dans la production des laitages et yaourts, Soummam, procédera jeudi 18 février 2016, à l'approvisionnement du marché mauritanien avec une première cargaison. Après la Lybie, Soummam se lance à la conquête du marché mauritanien. Sur un autre plan, l'entreprise procédera très prochainement au lancement de deux nouveaux produits, un yaourt au riz et un café au lait. La laiterie se lancera également d'ici la fin d'année, à la fabrication du premier fromage Soummam.



CE MATIN AU TNA

Conférence de l'équipe du projet «Paroles en scène»



Le Théâtre national algérien (TNA), organise ce matin à 10h30, une conférence de presse animée par Ziani Cherif Ayad et l'équipe du projet de Résidence d'écritures et de créations «Paroles en scène».

SANTÉ : CIGARETTE ÉLECTRIQUE OU EN FEUILLE C'EST LE MÊME POISON



CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE LA DGSN

Conférence sur le virus Zika

La Direction générale de la Sécurité nationale, organise ce matin à 9h, au Centre de formation continue de la DGSN à Hydra, une conférence sur le virus Zika, animée par le Pr Mekki Yahia, biologiste virologue.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMS
Algérie Télécom sélectionnée pour le «WSIS Project Prizes 2016»

Le projet d'Algérie Télécom consistant à relier à internet, les localités de moins de 1000 habitants «Connect every 1000 inhabitants locality to optic fiber», a été retenu par l'Union Internationale des Télécoms (UIT) pour participer au prestigieux concours international "WSIS Project Prizes 2016", qui récompense chaque année les meilleurs projets TIC en faveur de l'édification de la société de l'information. Le projet d'Algérie Télécom s'intitule "Connect every 1000 inhabitants locality to optic fiber" consiste à raccorder 1321 localités de plus de 1000 habitants au réseau national de fibre optique avant la fin de 2017. Cette initiative de service public, entièrement financée sur fonds propres par Algérie Télécom, vise à fournir un accès Internet aux citoyens, entreprises, établissements scolaires et collectivités locales, dans toutes les régions du pays, y compris dans les zones les plus reculées de l'extrême sud du pays. Le concours mondial "WSIS Prizes", organisé chaque année par l'Union Internationale des Télécommunications, est une compétition sur les technologies de l'information et de la communication tenu dans le sillage du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI).

TIC

Med&Com lance une solution de publicité vidéo sur internet



Pressentie à l'horizon 2018 comme le successeur de la publicité sur la télévision dans le monde, la publicité vidéo sur internet arrive en Algérie pour offrir aux annonceurs un support de qualité. Cette année sera pour Med&Com l'année des grandes nouveautés à commencer par le lancement de l'offre Premium video ads, cette solution développée par les ingénieurs de l'entreprise, consiste à proposer aux internautes du réseau de sites partenaires Med&Com (77 millions de visites/mois) des contenus publicitaires jusqu'ici diffusés exclusivement sur la télé. En offrant ce nouveau canal pour le contenu publicitaire audiovisuel, Med&Com propose une continuité pour la couverture TV, afin de permettre aux annonceurs d'accroître l'impact de leurs campagnes publicitaires. Cette offre permet aussi de toucher des marchés de niche et de cibler les personnes peu ou non-exposées à la télévision.

Mobilis au Salon Algeria Infrastructure



Sous le haut patronage du ministre des Transports, et pour la deuxième année consécutive, Mobilis prend part au 3^e Salon international des transports, de la logistique et de la mobilité «Algeria Infrastructure», qui se tient du 15 au 18 février 2016, à la Safex, Pins Maritimes, Alger. Un événement économique incontournable, qui regroupera durant (04) quatre jours, plus de 200 exposants et professionnels local et étranger, issus des secteurs du transport ferroviaire, aérien, routier et maritime. Il constitue un vivier d'opportunités et d'échanges dans un secteur en pleine expansion, afin de le rendre des plus performant dans sa contribution dans le développement économique du pays. Mobilis opérateur national et acteur leader dans le paysage économique en Algérie, marquera sa participation à ce rendez-vous, à travers son équipe Marché Entreprises, dans un stand personnalisé situé au pavillon central, et exposera ses dernières offres et solutions Corporate adaptées aux besoins des professionnels de ce secteur.

Parlement:

TAHAR KHAOUA, L'A AFFIRMÉ

Ouverture le 2 mars de la session de printemps

Le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, a affirmé hier à Alger que l'ouverture de la session de printemps des deux chambres du Parlement interviendrait le 2 mars, en vertu de la loi régissant les relations entre le gouvernement et le Parlement.

«Les deux chambres du Parlement (APN et Conseil de la nation) ouvriront leur session de printemps le 2 mars», a indiqué M. Khaoua, dans un entretien à l'APS, précisant qu'il s'agissait de «la dernière session qui opérera conformément à la loi organique en vigueur régissant les relations entre le gouvernement et le parlement, laquelle sera amendée lors de cette session en vue de son adaptation aux nouveaux amendements constitutionnels».

L'amendement de ladite loi concernera l'activité de l'institution législative «qui opérera désormais en une seule session au lieu de deux, outre l'octroi de plus larges prérogatives à l'opposition parlementaire et l'élargissement des prérogatives du Conseil de la nation, entre autres acquis».

Après avoir rappelé que ledit projet de loi «est en cours d'élaboration», M. Khaoua a indiqué que le gouvernement «présentera lors de cette session plusieurs projets de lois organiques, en vue de leur adaptation aux dispositions de la Constitution amendée, à l'instar de la loi électorale, l'une des priorités de l'activité parlementaire pour cette session».

«Le récent amendement de la Constitution est de nature à améliorer la performance de l'institution législative et à renforcer l'exercice démocratique à la faveur des nouveaux règlements intérieurs du Conseil de la nation et de l'APN, qui seront imprégnés du projet de loi régissant les relations entre le gouvernement et le parlement», a encore ajouté le ministre.

Aune question sur les prérogatives des députés des partis de l'opposition, limitées au simple fait d'avancer des propositions, le ministre a souligné que «tout député est en droit d'entreprendre une initiative», précisant que le bureau de l'APN «n'a pas reçu d'initiatives de la part des députés de l'opposition, à l'exception d'une seule émanant du groupe parlementaire du Front des forces socialistes (FFS), laquelle a été rejetée, car pas conforme dans le fond et la forme aux dispositions des lois régissant les initiatives parlementaires».



M. Khaoua a indiqué que les résultats de la dernière session d'automne du Parlement n'étaient pas «faibles», affirmant que les deux chambres du Parlement avaient passé six (06) projets de lois dont le code pénal, le code de commerce et la loi de finances 2016.

«Les membres du gouvernement ont également répondu à plusieurs questions orales et écrites, outre les activités diplomatiques intenses des chambres haute et basse du Parlement», a-t-il ajouté.

Pour ce qui est des «formations politiques ayant remis en cause la légitimité de l'APN», M. Khaoua a expliqué que «les partis politiques prennent part de manière ordinaire aux travaux du Parlement, à commencer par les séances de vote des projets de loi et les séances consacrées aux réponses aux questions adressées aux membres du gouvernement. «Les formations politiques ont également assisté, a-t-il ajouté, à la séance consacrée à la validation de la qualité de membre à l'issue des dernières élections législatives, ce qui prouve que ces partis reconnaissent de manière implicite et explicite la légitimité de l'APN».

Le ministre a réfuté par ailleurs l'existence de lenteurs en matière d'accueil des députés par les responsables, aussi bien au niveau local que central, pour exposer les préoccupations des citoyens. «Les cas de refus sont des exceptions et concernent

des intérêts personnels», a affirmé le ministre qui «rejette ces attitudes contraires aux missions des députés en tant que représentants du peuple».

Le ministre des Relations avec le Parlement a estimé que «l'absence de permanences parlementaires au niveau des wilayas, relève de la responsabilité des partis politiques représentés à l'APN, et de celle du député». Concernant la polémique autour de l'article 51 de la Constitution, M. Khaoua a précisé que cet article «n'exclut pas les membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger», faisant remarquer que ces «personnes sont en droit de se présenter aux prochaines élections législatives». Le ministre a dans ce sens mis l'accent sur l'importance de «lire l'article 51 de la Constitution, indépendamment de l'article 24 bis».

L'article en question stipule que «l'Etat œuvre à la protection des droits et des intérêts des citoyens résidant à l'étranger. Il veille à la sauvegarde de leur identité et au renforcement de leurs liens avec la Nation ainsi qu'à la mobilisation de leur contribution au développement de leur pays d'origine».

Le ministre a enfin appelé les députés des deux chambres du Parlement à intensifier les activités pour expliquer à l'opinion publique les nouveaux amendements contenus dans la Constitution.

Un nouveau projet de loi régissant les relations entre le gouvernement et les deux chambres du Parlement

Le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua a fait savoir qu'une commission multisectorielle comptant des représentants des deux chambres du parlement planchait sur un nouveau projet de loi organique régissant les relations entre le gouvernement et le Parlement pour adapter le texte actuel aux nouvelles dispositions constitutionnelles introduites à la faveur de la révision de la constitution. «Une commission regroupant les représentants du Premier ministre, des ministères de la Justice et des Relations avec le Parlement ainsi que des membres des deux chambres du Parlement planche sur la loi organique portant organisation et fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation et régissant les relations entre le gouvernement et les deux

chambres du Parlement pour l'adapter aux nouvelles dispositions constitutionnelles introduites à la faveur de la révision de la Constitution», a affirmé M. Khaoua dans un entretien à l'APS. Il a expliqué que cette démarche obéissait à la nécessité de consacrer les nouveaux acquis constitutionnels du Parlement apportés par la révision de la loi fondamentale du pays notamment l'instauration d'une session annuelle unique et l'élargissement des prérogatives de l'opposition parlementaire.

«Plusieurs dispositions de l'ancienne loi seront ainsi amendées par la commission notamment les articles 4 et 5 régissant les modalités et dates d'ouverture et de clôture de la session parlementaire», a précisé le même responsable. La commis-

sion présentera son rapport final au Premier ministre, a ajouté M. Khaoua soulignant que la nouvelle loi sera soumise au Conseil du gouvernement puis au Conseil des ministres avant d'être présentée à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour examen et adoption. Le ministre a mis en avant le caractère «prioritaire» de ce projet de loi. «Ce sera la première loi organique à soumettre au parlement car il s'agit d'adapter l'activité de l'instance législative aux amendements constitutionnels», a-t-il dit. La nouvelle loi donnera lieu à la promulgation des nouveaux règlements intérieurs des deux chambres du parlement et qui, selon M. Khaoua, traiterait de nombreuses défaillances, notamment l'absentéisme des députés.

BOUIRA: La pénurie du ciment entrave l'avancement des chantiers de construction

Une pénurie de ciment a été constatée ces derniers temps dans la wilaya de Bouira entravant ainsi la bonne marche des travaux de réalisation de plusieurs projets publics et privés, ont déploré certains entrepreneurs chargés des chantiers.

Cette pénurie a provoqué l'arrêt de plusieurs chantiers de logement dans différentes communes de la wilaya et généré une hausse vertigineuse des prix du ciment à travers les différents points de vente des matériaux de construction. En effet, le prix du ciment produit localement a dépassé les 1800 dinars le quintal, alors que pour celui importé a atteint le seuil des 1900 DA/quintal, tandis qu'un quintal du ciment dit «Shamel» dépasse les 1560 dinars, a-t-on constaté chez les vendeurs de matériaux de construction.

Cette crise qui persiste depuis plusieurs semaines est à l'origine de l'arrêt et des retards que connaissent les travaux de réalisation des chantiers de logements, au niveau du nouveau pôle urbain de Bouira mais aussi dans les autres sites, où les entreprises réalisatrices se sont plaintes de la rareté de cette matière, selon les professionnels du secteur. «La pénurie du ciment à Bouira a entravé sérieusement l'avancement des travaux des différents chantiers», a indiqué à l'APS Arezki Harbi, président du bureau local de l'union générale des entrepreneurs algériens (UGEA). A cause de cette «panne technique», les entrepreneurs de Bouira sont orientés vers les cimenteries de Meftah (Blida) et de Chlef pour s'approvisionner en ce matériau de construction, «mais la situation est difficile puisque même ces deux cimenteries connaîtront elles aussi des arrêts», a déploré M. Harbi. Pour la cimenterie de Sour El-Ghozlane (sud de Bouira), à l'arrêt depuis près de deux mois à cause d'une contrainte technique, elle devra reprendre la distribution du ciment à partir de dimanche prochain, a expliqué, de son côté, le directeur du commerce, Ahmed Goumri. «A partir de dimanche prochain, la situation retrouvera son cours normal puisque l'usine de Sour El-Ghozlane reprendra la distribution du ciment. Cela contribuera à fournir d'importantes quantités pour le marché local et à la baisse des prix qui ont connu une hausse ces dernières semaines», a-t-il rassuré.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 23 contrebandiers de nationalités africaines arrêtés à In Guezzam (MDN)

Vingt-trois (23) contrebandiers de différentes nationalités africaines ont été arrêtés lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam (6e RM) a appréhendé, ce matin 15 février 2016, vingt-trois (23) contrebandiers de différentes nationalités africaines lors d'une patrouille près des frontières à Tiririne. L'opération a permis de saisir (4) véhicules tout-terrain, (7) motos et (25) détecteurs de métaux. D'autre part, sept (7) immigrants clandestins ont été appréhendés», précise le même source. Au secteur opérationnel d'El Oued (4e RM), «un détachement a arrêté hier en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et des Douanes algériennes un contrebandier, et saisi un véhicule tout-terrain, une voiture touristique, en plus de (500) kilogrammes de denrées alimentaires et de produits détergents et (73250) unités de divers produits pharmaceutiques», ajoute-t-on. En 2e Région militaire, des éléments des gardes-frontières de Tlemcen «ont arrêté trois (3) contrebandiers et quatre (4) immigrants clandestins et saisi (1350) litres de carburants et un véhicule touristique», signale-t-on. Par ailleurs, des éléments des gardes-côtes «ont saisi, à Sidi Fredj, wilaya d'Alger (1re RM), (25) kilogrammes de kif traité au niveau du port de plaisance d'El-Djamila», rapporte encore le MDN.

APS

AADL 2001-2002 : Remise des décisions de pré-affectation aux souscripteurs dans sept wilayas à partir d'aujourd'hui

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) entamera aujourd'hui l'opération de remise des décisions de pré-affectation aux souscripteurs du programme location-vente 2001-2002 et ce à travers sept wilayas du pays, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Les décisions de pré-affectation seront remises aux souscripteurs des wilayas de Mostaganem (16 février), Batna (17 février), Skikda (18 février), Sidi Belabbes (21 février), Oran (22 février), Blida (23 février) et Tipasa (24 février), selon le même communiqué. L'AADL a entamé lundi dernier la remise des décisions de pré-affectation au profit des souscripteurs au niveau de la wilaya d'Alger, rappelle-t-on.

SALAH KHERBI À TIZI OUZOU ÉNERGIES RENOUVELABLES : Production de 4500 mégawatts à l'horizon 2020



L'Algérie produira 4500 mégawatts d'électricité à partir d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, a indiqué dimanche à Tizi-Ouzou le ministre de l'Énergie, Salah Kherbi.

L'entreprise Sonelgaz gère un programme de 400 mégawatts qui est en cours de réalisation, a affirmé le ministre,

soulignant qu'à ce jour 84 mégawatts sont déjà opérationnels et que d'ici à juin ou juillet prochains cette capacité sera portée à près de 400 mégawatts, observant que «le programme des énergies renouvelables est très avancé en Algérie».

M. Kherbi a rappelé que le programme national des énergies renouvelables adopté par le conseil des ministres le 24 mai 2015 prévoit la mise en place de 22 000 mégawatts à l'horizon 2030 ce qui va représenter 25% de la production nationale d'électricité.

Le dispositif juridique qui permet aux investisseurs privés nationaux et étrangers d'investir dans ce programme est mis en place et des contacts ont eu lieu avec des wilayas notamment celles des Hauts Plateaux et du Sud pour dégager de sites devant recevoir les équipements nécessaires (panneaux solaires). Un appel à manifestation d'intérêt national et international sera lancé incessamment, a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Énergie qui a effectué une visite de travail à Tizi-Ouzou, a relevé que cette wilaya jouit d'une bonne couverture énergétique avec 98% de raccordement au réseau électrique et 70% de pénétration au gaz naturel. Ce dernier taux, qui dépasse de loin la moyenne nationale qui est de 65%, atteindra les 98% à la fin des programmes inscrits au profit de la wilaya, ce qui fera classer Tizi-Ouzou, a-t-il dit, première à l'échelle nationale en matière de raccordement au gaz naturel.

Le ministre a salué les efforts des autorités locales pour concrétiser le programme de raccordement au gaz naturel à travers toute la wilaya, à l'instar de la localité de Mekla où il a procédé à la mise en service du gaz au profit de 1800 foyers.

M. Kherbi qui a visité le centre de reconversion de Natfal, a relevé avec satisfaction la hausse, depuis janvier dernier, des demandes de reconversion des véhicules à essence vers le GPLC à la faveur des augmentations dictées par la loi de finance 2016 et ce en raison du prix bas du GPLC qui est de 9 DA/litre, alors que celui de l'essence est de 32 DA/litre.

Il a observé que la politique de son département est de réduire la consommation d'essence au profit du GPLC rappelant que l'Etat accorde une aide de 25 000 DA au profit des professionnels (chauffeurs de taxis) pour l'acquisition de kit de reconversion.

Ouverture à Alger du 3^e Salon international des transports «Algeria infrastructure»

Le 3^e Salon international des transports, de la logistique et de la mobilité «Algeria infrastructure 2016» s'est ouvert hier au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger, avec la participation d'une centaine d'entreprises algériennes et étrangères.



Cette manifestation économique de quatre jours a été inaugurée par le ministre des Transports Boujemaa Talaï, qui s'est dit satisfait du nombre important de la participation nationale et étrangère.

«Ce taux de participation dénote l'importance de l'investissement dans le secteur des transports en Algérie. Cela veut dire que le secteur est sur la bonne voie», a indiqué M. Talaï après avoir visité plusieurs stands du salon qui s'étale sur une surface près de 4.000 m².

Selon les organisateurs, ce rendez-

vous professionnel regroupe quelque 100 exposants qui proposent des technologies et des solutions adaptées aux investissements engagés en Algérie.

Il prévoit aussi de capter quelque 4.000 visiteurs à la recherche d'opportunités d'échanges et de partenariat dans un pays qui investit chaque année près de 3% de son produit intérieur brut (PIB) dans les infrastructures de transport, selon la même source. D'ailleurs, plus de 3.000 milliards de dinars (40 milliards de dollars) ont été consacrés aux infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires

depuis 1999.

«Ce salon se veut un rendez-vous incontournable du secteur et un espace de rencontres et de rapprochement de tous les acteurs dont des fournisseurs, des distributeurs d'équipements et prestataires de services dans les différents domaines du transport et de ses infrastructures», selon les organisateurs.

Il est prévu en marge du salon des conférences-débats sur des problématiques liées au secteur des transports notamment maritime et ferroviaire.

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES: Signature d'un accord pour la création d'une société algéro-chinoise

L'Entreprise nationale de réalisation d'infrastructures ferroviaires (Infrafer) et l'entreprise chinoise China Railway construction corporation (CRCC) ont signé hier à Alger un protocole d'accord pour la création d'une société mixte spécialisée dans la réalisation des voies ferrées.

Le protocole d'accord de cette joint-venture a été signé en marge du Salon international des transports de la logistique et de la mobilité par le PDG d'Infrafer Slimane Bouchama, et le vice directeur général de CRCC international, Wei Waizheng en présence du ministre des Transports, Boud-

jemaï Talaï.

La future société mixte algéro-chinoise, qui devrait voir le jour d'ici six mois, sera spécialisée principalement dans la pose des voies ferrées à grande vitesse un créneau où Infrafer ne possède pas encore une expérience, a indiqué à l'APS M. Bouchama après la signature de l'accord. «Habitée à réaliser des voies classiques de chemin de fer, Infrafer va s'attaquer, à travers ce partenariat, à un nouveau segment d'activité lié aux voies à grande vitesse», a-t-il expliqué.

L'accord prévoit aussi, selon la même source, la construction d'une usine

de fabrication de pièces pour l'électrification des voies ferrées et les systèmes de signalisation et de télécommunication.

La réalisation des études ferroviaires, les études des voies ferrées dans le désert et les grands travaux d'ouvrages d'art et des tunnels figurent également dans les objectifs assignés à ce partenariat, indique encore M. Bouchama. «Après la signature de ce protocole, on va attendre la validation du Conseil de participation de l'Etat (CPE) pour finaliser le pacte des actionnaires et fixer le capital de la société dont la création effective est prévue d'ici six mois», a sou-

ligné le PDG d'Infrafer. Le ministre des Transports a, pour sa part, souligné les retombées positives attendues de ce projet commun sur le secteur.

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie, Yang Guangyu, estime que cet accord constitue «une nouvelle concrétisation des efforts des deux parties pour aller vers un véritable partenariat industriel».

«Les entreprises chinoises ont l'expérience et la technologie dans la réalisation des infrastructures ferroviaires et sont prêtes à les partager avec leurs partenaires algériens», a ajouté M. Guangyu.

HAMID GRINE À PARTIR DE ANNABA

Médias : la formation doit être constante, y compris celle du citoyen

La formation, s'agissant des la communication et des médias, doit être continue, y compris en direction du citoyen, a indiqué hier à Annaba le ministre de la Communication, Hamid Grine.

Le ministre qui intervenait en ouverture de la 3^e conférence «Connaître les médias : le citoyen a droit à une information fiable», organisée au palais de la Culture Mohamed-Boudiaf, a souligné que le citoyen algérien a le droit de participer à tout débat ayant pour finalité d'améliorer la presse nationale au double

plan de la qualité et de la crédibilité. M. Grine a évoqué, au cours de cette rencontre, la troisième après celles de Constantine et d'Oran, la nécessité pour le journaliste de s'appuyer sur des sources fiables, de recouper ses informations et d'éviter l'utilisation de «formules au conditionnel». De son côté, le directeur général de l'Établissement public de télévision (EPTV), Toufik Khelladi, chargé d'animer cette 3^e conférence de formation, s'est appuyé sur les médias audiovisuels, en particulier sur la Télévision nationale, pour

souligner la dimension et le rôle du service public. Pour M. Khelladi, il existe un «mélange» en matière de compréhension des notions de service public, d'intérêt général et de qualité de l'information. «Il faut comprendre qu'aujourd'hui les cinq chaînes publiques nationales diffusent des programmes très diversifiés durant 110 heures/jour, alors que la Télévision nationale continue d'être jugée sur les 2 heures consacrées à l'information», a indiqué le directeur général de l'EPTV. Le conférencier a consi-

déré que la télévision du service public, «à ne pas confondre avec les chaînes commerciales», doit refléter une société algérienne «libre, ouverte et cohérente dans sa diversité linguistique», et poursuivre ses efforts pour se renouveler et proposer un produit de qualité et innovant. Un riche débat a suivi la conférence de M. Khelladi, donnée en présence des autorités locales. De journalistes des différents médias, de nombreux étudiants et de citoyens.

APS



M. BEDOUI À PARTIR DE TAMANRASSET : «La décentralisation et le rapprochement de l'administration du citoyen, aujourd'hui une réalité palpable»

La décentralisation et le rapprochement de l'administration du citoyen sont aujourd'hui une réalité palpable, a affirmé, hier à Tamanrasset, le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, Nouredine Bedoui.

"La décentralisation et le rapprochement de l'administration du citoyen sont devenus une réalité palpable, facilitant le traitement des différentes affaires du citoyen avec l'administration publique", a indiqué le ministre, lors de l'inspection du centre de délivrance des documents biométriques, situé à la cité El-Wiam (Concorde).

Les candidats aux examens du baccalauréat sont prioritaires dans la délivrance de la carte d'identité nationale biométrique, a ajouté M. Bedoui en soulignant que les walis ont été instruits de coordonner avec les directions de l'éducation au niveau des wilayas pour entamer cette opération.

"Un million de cartes nationales biométriques seront délivrées à échelle nationale durant l'année 2016", a-t-il ajouté dans le même contexte.

Lors de son inspection des services de ce centre, le ministre a écouté un exposé sur l'opération de numérisation en cours au niveau des collectivités locales et qui a ciblé jusqu'ici les communes d'Abalessa, In-M'guel, Ideles et Foggaret-Ezzoua, en attendant sa généralisation aux autres communes de la wilaya.

Occupant une surface de 825 m2 bâties, ce centre, chargé de la délivrance des documents officiels sécurisés (passesports et cartes d'identité nationale biométriques), est composé de deux étages renfermant huit bureaux réservés aux opérations de délivrance des documents biométriques précités et une salle d'attente, selon la fiche technique du projet.

Le second étage, qui est dédié aux services de la carte grise et autres documents, comporte quatre bureaux, une salle d'attente et une autre d'archives.

Le ministre de l'Intérieur a auparavant visité le chantier d'une laiterie privée, d'une production prévisionnelle de 40.000 l/j de lait, dont une partie de lait de chamelle, susceptible de générer, une fois opérationnelle en mars prochain, plus de 90 emplois.

Sur site, M. Bedoui a écouté des explications sur la situation de l'investissement dans la wilaya, avant



d'insister sur le nécessaire accompagnement des investisseurs dans la filière de la production de lait et d'exhorter les parties concernées à la vulgarisation des avantages préconisés par les pouvoirs publics pour encourager l'investissement et attirer les promoteurs vers cette wilaya aux importantes potentialités, dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage notamment.

Poursuivant sa visite de travail dans la wilaya, M. Bedoui a inspecté un chantier de réalisation de 1.000 places pédagogiques et autant de lits, relevant du secteur de l'enseignement supérieur, et a assuré que la concrétisation des programmes retenus pour les secteurs de l'enseignement supérieur, de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, ainsi que tous les projets à caractère social, est une question irréversible. Le projet, qui contribuera au renforcement des structures socio-pédagogiques du secteur, sera réceptionné en 2017, sachant que le projet de 1.000 lits englobe d'autres structures, dont un réfectoire et une salle polyvalente.

La délégation ministérielle s'est, en outre, enquis du projet de réalisation d'une école de police au chef lieu de wilaya de Tamanrasset, réalisée pour un coût de 662 millions DA et dotée de différentes structures.

La piscine semi-olympique en cours de réalisation au quartier Adriène, d'un coût de 340 millions DA (réalisation et équipement), a également été visitée par le ministre de l'Intérieur qui a procédé, au niveau du même quartier, à l'inauguration

d'une salle omnisports de 500 places réalisée pour un coût de 203 millions DA au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance.

M. Bedoui a indiqué, à cette occasion, que l'Etat a tenu ses engagements de fournir les structures sportives nécessaires qu'il appartient aujourd'hui aux diplômés des instituts sportifs spécialisés d'assurer l'encadrement.

Le ministre a, dans le même contexte, mis en exergue l'importance du rôle attendu des associations et de la société civile dans la concrétisation de cette approche participative impliquant l'ensemble dans la préservation de ces acquis.

Au terme de la première journée de sa visite dans la wilaya de Tamanrasset, le ministre a présidé une rencontre avec la société civile, au cours de laquelle il a mis en exergue l'effort de développement, dans différents domaines, consenti dans cette wilaya, notamment en matière de dotation en eau potable et d'électrification, soulignant la détermination des pouvoirs publics à y promouvoir l'investissement économique et à réunir les conditions de quiétude.

La rencontre a été une occasion aussi de soulever au ministre une série de préoccupations de la population locale, qui se sont articulées notamment autour du développement du réseau routier, surtout en zones frontalières, ainsi qu'à la promotion de l'emploi et des prestations de santé et au renforcement de l'activité agricole.

LA CÉRÉMONIE A ÉTÉ PRÉSIDÉE PAR LE GÉNÉRAL- MAJOR HAMEL Remise des clés au profit des cadres, agents et retraités de la Sûreté nationale



Le Directeur général de la sûreté nationale le général-major Abdelghani Hamel a procédé lundi à Alger à la remise des clés de 70 logements sociaux participatifs (LSP) au profit des cadres, agents et retraités de la sûreté nationale dans la commune de Ain Benian. Le général-major Hamel a également procédé en compagnie du wali d'Alger Abdelkader Zoukh à l'inauguration de plusieurs infrastructures sportives dans la forêt de Bainem avant de baptiser le centre national médico-social (ex-villa Magnon) du nom du défunt moudjahid Omar Harraig (décédé en mai 1982) qui a occupé le poste d'administrateur à la Mutualité générale de la sûreté nationale jusqu'en 1971. Le CNMS emploie 218 fonctionnaires dont 121 médecins, 49 agents paramédicaux et 48 agents administratifs. Au département régional Finances et Equipement dans la commune de Bachdjarrh, le général-major Hamel a inauguré une salle omnisports et deux ateliers de confection d'uniformes et d'emballage de repas individuels pour les éléments de la police en mission.

Le directeur de l'administration générale de la sûreté nationale Mohamed Sifi Ennoui a précisé que les structures inaugurées entrent dans le cadre des "mesures visant à améliorer la prise en charge socio-professionnelle des fonctionnaires de la sûreté nationale". Le directeur de la santé, de l'action sociale et des sports de la sûreté nationale Boubkeur Boughamed a souligné pour sa part que les projets de logements en cours de réalisation au profit des fonctionnaires de la sûreté nationale devront "renforcer la prise en charge du volet social des agents de la sûreté nationale et leur permettre d'assurer une meilleure sauvegarde de la sécurité du pays et une meilleure protection du citoyen".

ADMINISTRATION Le ministère de l'Intérieur à pied d'œuvre pour la conception du permis de conduire et de la carte grise biométriques

Les services spécialisés au niveau du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sont à pied d'œuvre pour la conception du permis de conduire et de la carte grise biométriques, a affirmé hier à Alger le Directeur général des ressources humaines au ministère, Abdelhalim Merabti.

"Après la délivrance des passeports et cartes d'identité biométriques, les services spécialisés se penchent actuellement sur la conception des permis de conduire et des cartes grises biométriques", a indiqué M. Merabti dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre de formation sur la "modernisation du service public et valorisation de la ressource humaine locale". "Tous les candidats au baccalauréat/session juin 2016, auront leur carte nationale d'identité biométrique avant de se présenter aux épreuves", a précisé Merabti rappelant que cette carte offrirait d'autres services, en plus des renseignements personnels des candidats. A cette occasion, le même responsable a estimé "que de grands pas ont été franchis pour améliorer le service public, notamment en matière de facilitation et de simplification des procédures à l'instar de l'élimination de plusieurs documents d'état civil". Par ailleurs, et en réponse à une question sur le "sort des travailleurs employés dans le cadre des "contrats pré-emploi" après la décision de geler les recrutements dans le secteur public, M. Merabti a souligné que ce dossier relevait "des prérogatives du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale". "Dans le cadre de la rationalisation de la gestion des ressources humaines, les employés qui étaient en charge de l'établissement des documents d'état civil sont redéployés au niveau des services des passeports et des cartes d'identité biométriques, après que les communes ont été chargées de les délivrer".

APS

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR : Création prochaine d'une délégation nationale de sécurité routière

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a annoncé, hier à Tamanrasset, la création prochaine d'une délégation nationale de sécurité routière auprès du gouvernement.

Cette instance, qui sera placée sous l'égide du Premier ministre et ses actions sous la supervision et le suivi du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et qui sera opérationnelle dans le courant du premier semestre de cette année, a pour objectif de lutter contre la situation dramatique sur nos routes et l'absence de culture de sécurité routière chez les conducteurs, a indiqué le ministre en marge de l'inauguration d'une unité principale de la Protection civile dans la capitale de l'Ahaggar.

Elle sera multisectorielle et regroupera des représentants des services sécuritaires concernés sous l'égide du délégué national de la sécurité routière, avec le concours de spécialistes, de chercheurs et d'universitaires et en tirant profit de l'expérience d'autres pays dans le domaine, pour mettre en place une stratégie nationale visant à mettre un terme à la «violence routière» qui fait

annuellement plus de 4.500 morts à travers le pays, a-t-il précisé. La délégation en question se chargera aussi du volet de la formation et de la communication, a ajouté M. Bedoui en réaffirmant la «détermination de l'Etat à prendre en charge cette question et à revoir les textes réglementaires et organisationnels relatifs à la sécurité routière, avec toute la rigueur et les procédures nécessaires».

Au niveau de la nouvelle unité principale de la protection civile de Tamanrasset, qui compte six (6) pavillons et qui a été réalisée pour un coût de 258 millions DA, un exposé a été présenté au ministre sur le déploiement des structures de la protection civile dans cette wilaya de l'extrême sud du pays, les moyens dont elle dispose, et les projets en cours de réalisation. M. Nouredine Bedoui a assisté à un exercice de simulation d'une intervention de secours d'une personne dans un cas d'incendie. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales poursuit sa tournée de travail dans cette wilaya par la visite d'une série d'installations relevant de son secteur, ainsi que des projets d'investissement.

DOUANES ALGERIENNES

Les recettes douanières en hausse en 2015 suite à la dépréciation du dinar

Les recouvrements de l'administration douanière ont atteint 1.000,66 milliards de dinars (mds DA) en 2015 contre 908,47 mds DA en 2014, une hausse de 10,15% induite essentiellement par la dépréciation du dinar, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Cette progression s'explique, donc, notamment par «l'élargissement de l'assiette imposable (la valeur en douane en dinars) suite à la dévaluation du dinar par rapport au dollar américain, le taux de change moyen étant passé de 80,56 DA pour un (\$) dollar en 2014 à 100,44 DA en 2015», commente l'institution douanière.

En effet, il est constaté que lorsqu'elle est calculée en dinars, la valeur des importations a augmenté en passant à 5.173,3 mds DA en 2015 contre 4.719,7 mds DA en 2014, soit une augmentation de 9,61%, alors que leur valeur en dollars a baissé de 12,4% en passant à 51,5 mds de dollars en 2015 contre 58,58 mds de dollars en 2014. Par ailleurs, sur l'ensemble des recouvrements de 2015, la quasi-totalité a été affectée au budget de l'Etat avec 825,68 mds DA (90,89% de la totalité), suivi de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (Cgsl) avec 78,5 mds DA (8,64%) et des Comptes d'affectation spéciale (CAS) avec 4,29 mds DA (0,47%). Les montants de ces trois affectations ont enregistré des hausses par rapport à 2014, et ce, de l'ordre de 10,25% pour le budget de l'Etat, de 9,56% pour la Cgsl et de 2,07% pour les CAS. Il est, toutefois, observé que par rapport à la loi de finances complémentaire 2015, le taux de réalisation des produits des Douanes affectés au budget de l'Etat a été de 73,55% alors que celui de la TVA a été de 80,73%.

En terme de recouvrement, la Recette d'Alger-ports se voit en première position avec 152,08 mds DA recouvrés en 2015 (15,2% du total des recettes douanières) suivie de celle du port d'Alger avec 126,5 mds DA (12,64%). Les autres recouvrements proviennent des Recettes de Béjaïa avec 87,45 mds DA (8,74%), de Skikda avec 80,85 mds DA (8,08%), d'Oran-port avec 74,1 mds DA (7,4%), de Boumerdes avec 68,6 mds DA (6,86%), de Jijel avec 62,16 mds DA (6,21%), d'Annaba-port avec 58,16 mds DA (5,81%), de Dar El Beïda-fret avec 52,7 mds DA (5,27%), d'Alger-Pins maritimes avec 50,46 mds DA (5,04%), d'Arzew avec 46,17 mds DA (4,61%), d'Oran-extérieur avec 34,35 (3,43%), de Mostaganam avec 22,21 mds DA (2,22%), de Blida avec 18,97 mds DA (1,9%) et de Ghazaout avec 17,84 mds DA (1,78%).

Les recettes douanières sont issues du recouvrements des droits de Douanes, de la TVA à l'importation, la TIC ainsi que d'autres droits et taxes.

SÉCURITÉ SOCIALE

300.000 travailleurs non-salariés ont régularisé leur situation depuis la LFC 2015

Près de 300.000 travailleurs non-salariés ont régularisé leur situation auprès de la Caisse nationale de la Sécurité sociale des non-salariés (Casnos) depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances complémentaire (LFC) 2015, a annoncé hier à Alger le directeur général de cette caisse, Chawki Acheuk-Youcef.

«Près de 300.000 travailleurs non-salariés débiteurs de cotisations ont régularisé leur situation auprès de la Casnos, permettant à la caisse de recouvrer 23 milliards de dinars», a-t-il déclaré à l'APS, précisant que 100.000 nouveaux affiliés ont été enregistrés jusqu'à février 2016 et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la LFC 2015. Le même responsable a expliqué que cette opération permet aux non-salariés de payer leurs cotisations de l'année en cours et de bénéficier d'un échéancier de paiement pour la mise à jour de leur cotisation antérieure et de l'exonération de majoration et de pénalité de retard. M. Acheuk-Youcef a précisé que la caisse compte actuellement 1,6 million de travailleurs non-salariés affiliés, dont plus de 750.000 sont à jour dans leur cotisation, soulignant que le taux de la mise à jour des cotisations des non-salariés est passé à



plus de 50% de l'ensemble des affiliés. Ces résultats ont été également

réalisés grâce aux différentes mesures prises par la caisse, notamment les opérations de sensibilisation et la réorganisation de la caisse à travers l'instauration des directions de wilayas, en remplacement du système des directions régionales, permettant de mieux de se rapprocher des assurés et l'ouverture de 131 nouvelles structures rapprochant la Casnos de ses assurés.

L'objectif étant d'augmenter le nombre d'affiliés tout en exigeant une cotisation à jour afin de garantir une couverture sociale à cette catégorie d'assurés sociaux, notamment.

M. Acheuk-Youcef a fait savoir que le potentiel actuel des non-salariés est estimé à 3 millions de personnes qui travaillent pour leur propre compte, en l'occurrence les commerçants, les artisans, les agriculteurs etc., ainsi que les professions libérales (médecins, avocats, notaires,...).

ARTISANS

M^{me} Tagabou insiste sur la nécessité de profiter des avantages de l'affiliation à la Casnos

La ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou, a appelé, dimanche à Guelma, les artisans à «profiter» des avantages d'affiliation proposés par la Caisse nationale d'assurance des non-salariés (CASNOS). La ministre qui visitait une exposition de l'artisanat traditionnel à la maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï, a indiqué que son département «lancera dans les 48 wilayas du pays une campagne de sensibilisation des artisans aux avantages que leur offre la sécurité sociale à la lumière des propositions du groupe de travail mixte de son département et le ministère du Travail et de la Sécurité sociale». Cette affiliation permet aux artisans d'ouvrir droit aux indemnités liées aux congés de maternité, aux accidents de travail et de la retraite «avec possibilité d'avancer, à l'avenir, l'âge de départ à 60 ans, au lieu de 65 ans actuellement».

Mme Tagabou a par ailleurs consi-

déré qu'il était «temps que les produits de l'artisanat traditionnel algérien soient introduits sur le marché international», ajoutant que son département a mis en place des ateliers qui «planchent sur les mécanismes adéquats pour rendre ces produits exportables». Elle a également, à chacune des étapes de sa tournée, convié les artisans, à «développer des produits conformes aux exigences du marché international et aux attentes de la demande nationale et des touristes étrangers».

La ministre déléguée chargée de l'Artisanat a inauguré, au cours de sa visite à Guelma, le nouveau siège de la direction du tourisme et de l'artisanat et donné le coup d'envoi d'un stage de formation de 25 artisanes en broderie, après avoir suivi un exposé sur le secteur qui compte 7189 artisans ayant contribué à générer 18.000 emplois. Dans la commune d'Oued Fragha, elle a inspecté un atelier privé de poterie employant 22 travailleurs permanents, avant d'inspecter, au chef-lieu de wilaya, le chantier de



construction d'une maison de l'artisanat.

Mme Tagabou a clôturé sa tournée par une visite du site thermal de Hammam Debagh, une commune où elle a également inspecté un centre de formation professionnelle assurant une formation en poterie.

FONCIER AGRICOLE

185.000 actes de concessions attribués

Plus de 185.000 actes de concessions pour l'exploitation des terres agricoles, relevant du domaine privé de l'Etat, ont été attribués aux exploitants, soit 96% des dossiers déposés pour la conversion du droit de jouissance de ces terres à celui de concession, a indiqué hier un responsable au ministère de l'Agriculture.

«Sur les 211.000 dossiers déposés au niveau de l'Office national des terres agricoles, 185.000 ont déjà eu leurs actes de concessions.

Les 4% restants sont des cas différés au niveau des commissions locales essentiellement pour décès des concessionnaires ou pour litiges», a précisé le directeur de l'organisation foncière et de la protection du patrimoine au ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Hamid Hamdani, sur les ondes de la Radio nationale.

La conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession, en vertu d'une loi datant de 2010, concerne une superficie de 2,5 millions d'hectares (ha) qui étaient organisés auparavant sous forme d'exploitations agricoles collectives (EAC) et individuelles (EAD).

M. Hamdani a aussi fait savoir que 13.000 autres attestations de pré-sélection ont été attribuées dans le cadre de la mise en valeur des terres au niveau du Sud et des Hauts-Plateaux, dont les bénéficiaires, selon lui, devraient recevoir prochainement leurs actes de concession.

A propos de ces deux régions, il a précisé qu'une superficie de 400.000 ha a été mise en valeur et prête à l'exploitation, dont environ 180.000 ha affectés à des investisseurs potentiels porteurs de projets intégrés, et ce, notamment dans les filières stratégiques comme les

céréales, le lait, la tomate industrielle et l'arboriculture intensive.

Près de 30% des dossiers du millier d'investisseurs ayant bénéficié de ces 180.000 ha ont été traités depuis septembre 2015.

L'autre partie de ce potentiel est destinée aux jeunes investisseurs dont les projets ne dépassent pas les 10 ha: «C'est important d'accompagner ces jeunes autour de leurs périmètres», a-t-il souligné.

Selon le même responsable, l'Etat prend en charge la totalité des travaux liés aux actions structurantes telles l'alimentation en électricité, en ressource hydrique, l'ouverture des pistes, la réalisation des études de faisabilité et les études technico-économiques des projets.

Dans ce cadre, l'Etat a consenti une enveloppe de l'ordre de 20 milliards DA

au profit de ces jeunes investisseurs, a-t-il avancé.

La mise en valeur de ces terres devrait permettre d'augmenter la superficie des terres agricoles utiles (SAU) à 9 millions ha d'ici à 2020 contre 8,5 millions ha actuellement.

Il a précisé dans ce sens qu'outre les 400.000 ha mis en valeur, d'autres études ont été lancées en vue d'attribuer 600.000 ha dans le Sud et les Hauts-Plateaux dont les financements ont déjà été mobilisés.

Questionné sur le partenariat avec des investisseurs étrangers, il a indiqué qu'outre des projets avec des partenaires américains qui sont déjà engagés dans le secteur agricole, d'autres sont en cours d'étude avec des investisseurs français pour des projets dans les filières des céréales, de fourrage et de lait.

APS

Des investissements de près de 600 milliards DA engagés par Sonelgaz en 2015

Le groupe Sonelgaz a investi plus de 588 milliards de DA en 2015, a indiqué, hier à Alger, son P-DG, Noureddine Bouterfa, mais en évoquant les difficultés de trouver les financements nécessaires pour réaliser son programme d'investissements dans la conjoncture financière actuelle.

«L'année 2015 se distingue par plusieurs réalisations importantes, nécessitant des investissements de plus de 588 milliards DA, et ce, malgré les difficultés que nous avons rencontrées en matière de mobilisation des financements, ce qui a perturbé quelque peu notre programme», a souligné M. Bouterfa lors du Forum du journal *El Moudjahid*.

Ces dépenses d'investissements sont proches de celles de l'année 2014 (600 milliards DA) qui avait connu, selon M. Bouterfa, une évolution de 46% par rapport à 2013. M. Bouterfa a indiqué que ces investissements avaient permis de mettre en service une capacité de production supplémentaire de près de 1.222 MW, répartie aussi bien dans les régions du nord que du sud du pays: «Ce qui a considérablement contribué à réduire les contraintes qui pèsent sur le système électrique».

Soulignant que ces investissements font partie d'un plan de renforcement du système électrique national, qui consiste à doubler les capacités de production nationales d'ici à 2018-2019, M. Bouterfa a précisé qu'il s'agit de répondre aux besoins énergétiques du pays, son groupe ambitionne de mettre en place une capacité totale supplémentaire de 15.000 MW en 2019, soit le double de la capacité actuelle. Ainsi, pour mieux accompagner le développement économique et social du pays, M. Bouterfa a précisé qu'il sera nécessaire d'investir, hors énergies renouvelables, plus de 5.000 milliards DA, dont près de 4.200 milliards DA à l'horizon 2023 qui seront à la charge des sociétés filiales du Groupe.

Augmenter les tarifs d'électricité-gaz sans toucher à la cohésion sociale

Evoquant la conjoncture actuelle marquée par une réduction drastique des revenus de l'Etat, le même responsable a précisé que son groupe doit trouver des réponses «pérennes» à la question de la disponibilité financière afin de

pouvoir réaliser son programme d'investissement d'un montant de plus de 2.800 milliards DA à mobiliser d'ici 2017.

«En plus de la nécessité d'une augmentation des tarifs de l'électricité et du gaz, notre management est interpellé à être plus performant et plus efficient», préconise-t-il.

«Nous devons être auprès de l'Etat en lui proposant des solutions novatrices à même de lui permettre de mettre en oeuvre une politique d'augmentation graduelle des tarifs de l'électricité et du gaz sans que cela ne remette en cause la cohésion sociale», a-t-il soutenu.

S'agissant des résultats financiers du groupe, M. Bouterfa a indiqué que les revenus des sociétés de distribution électrique se sont établis à 220 milliards DA en 2015, mais que le chiffre d'affaires aurait été de près de 400 milliards DA si les tarifs réels avaient été appliqués.

Estimant que le chemin de la vérité des prix est «encore long», M. Bouterfa a souligné que la récente révision de la tarification de la consommation de l'électricité et de gaz, applicable à partir de 2016, permettra de récupérer à peine 25 milliards DA de plus annuellement, un chiffre «très insuffisant» pour rétablir un équilibre.

De ce fait, le même responsable n'a pas écarté d'autres augmentations des tarifs d'électricité et du gaz afin d'assurer l'équilibre financier de son groupe.

«En 2015, le gap était de 180 milliards de DA.

Donc, si l'on veut rattraper ce retard rapidement, soit l'Etat doit accompagner Sonelgaz, soit on doit doubler les tarifs pour pérenniser le service au profit du citoyen», a-t-il avancé.

Afin d'améliorer la santé financière des sociétés du groupe et au regard du volume «important» de leurs engagements sur fond de faiblesse des capacités d'autofinancement, le recours accru à l'endettement pour la couverture financière des investissements va nécessiter une enveloppe de près de 260 milliards DA pour répondre aux besoins des filiales en 2016, se-

lon lui. «Le volume de nos investissements à moyen et long termes nous amènera, eu égard au rétrécissement du marché financier national que nous solliciterons pour des emprunts obligataires, à envisager un recours au marché international pour la réalisation de nos investissements futurs», a souligné M. Bouterfa.

«Le problème de Sonelgaz à court terme est de trouver une solution à un gap de 1.100 milliards de DA.

Il s'agit d'une mesure d'urgence, car si nous n'aurons pas cette somme, nous ne pourrions pas finaliser notre programme d'investissements d'ici 2018.

Ce qui fait qu'on envisage de recourir au marché international pour pouvoir assurer la réalisation de nos investissements», a-t-il soutenu.

Selon lui, la récente révision de la tarification de la consommation de l'électricité et de gaz, applicable à partir de 2016, permettra de récupérer à peine 25 milliards DA de plus annuellement, soit 75 milliards DA supplémentaires au bout de 3 ans, tandis que l'emprunt obligataire national ne peut assurer à Sonelgaz plus de 30 milliards DA.

En conséquence, a-t-il poursuivi, il reste 1.000 milliards DA que le groupe devra mobiliser pour faire aboutir ses programmes d'investissements.

A ce propos, il a fait savoir qu'un groupe de travail avait déjà été installé pour étudier l'éventualité d'un recours aux marchés financiers internationaux, mais qui doit avoir l'aval des pouvoirs publics.

Par ailleurs, le même responsable a évoqué la possibilité de réformer et de restructurer le groupe qui compte une quarantaine de filiales pour une meilleure efficacité de fonctionnement.

«La restructuration des activités du groupe nécessitera certainement la révision de la loi et des statuts de Sonelgaz», a-t-il ajouté.

Evoquant les contraintes rencontrées par le groupe en matière de recouvrement des créances et des taux de pertes qui avoisinent les 50 millions DA, engendrés principalement par la fraude et les raccourcissements illicites, M. Bouterfa a annoncé la détermination de son groupe à «mener une guerre sans merci» contre les fraudeurs.

«Des plaintes seront désormais systématiquement déposées devant les juridictions compétentes pour une application ferme des dispositions de la loi et une appli-



cation stricte des délais de coupure pour les mauvais payeurs sera mise en oeuvre», a-t-il prévenu. Le nombre des abonnés en élec-

tricité avoisine les 8,5 millions en 2015, tandis que celui pour le gaz a dépassé les 4,5 millions.

Sonelgaz envisage de recourir aux marchés internationaux pour financer ses investissements

Le Groupe Sonelgaz compte recourir aux marchés financiers internationaux pour financer ses programmes d'investissements, a indiqué, hier à Alger, le P-DG de cette société publique, Noureddine Bouterfa, en précisant qu'il s'agit d'une «mesure d'urgence».

«Le problème de Sonelgaz à court terme est de trouver une solution à un gap de 1.100 milliards de DA.

Il s'agit d'une mesure d'urgence, car si nous n'aurons pas cette somme, nous ne pourrions pas finaliser notre programme d'investissements d'ici 2018.

Ce qui fait qu'on envisage de recourir au marché international pour pouvoir assurer la réalisation de nos investissements», a souligné M. Bouterfa lors du Forum du journal *El Moudjahid*.

Selon lui, la récente révision de la tarification de la consommation de l'électricité et de gaz, applicable à partir de 2016, permettra de récupérer à peine 25 milliards DA de plus annuellement, soit 75 milliards DA supplémentaires au bout de 3 ans, tandis que l'emprunt obligataire national ne peut assurer à Sonelgaz plus de 30 milliards DA.

En conséquence, a-t-il poursuivi, il reste 1.000 milliards DA que le groupe Sonelgaz doit mobiliser pour faire aboutir ses programmes d'investissements.

A ce propos, il a fait savoir qu'un groupe de travail avait déjà été installé pour étudier l'éventualité d'un recours aux marchés financiers internationaux, mais qui doit avoir l'aval des pouvoirs publics.

Par ailleurs, le même responsable n'a pas écarté d'autres augmentations des tarifs d'électricité et du gaz afin d'assurer l'équilibre financier de son groupe. «En 2015, le gap était de 180 milliards de DA. Donc, si l'on veut rattraper ce retard rapidement, soit l'Etat doit accompagner Sonelgaz, soit on doit doubler les tarifs pour pérenniser le service au profit du citoyen», a-t-il avancé.

PÉTROLE:

La reprise des prix dépend aussi des producteurs hors-Opep (expert)

La reprise des cours de pétrole dépend également d'une réduction de la production des pays non-Opep lesquels ont vu leurs investissements pétroliers sérieusement affectés par la chute des cours pétroliers, a affirmé à l'APS l'expert dans les questions pétrolières, Abdelmadjid Attar.

Les producteurs non membres de l'Opep, notamment ceux des Etats-Unis, de la Russie, du Brésil, du Mexique et de la Norvège sont aussi affectés par la baisse des prix de pétrole, avec une chute de 50% de la rentabilité de leur production, relève M. Attar.

Face à cette situation, selon lui, les producteurs hors-Opep seront obligés de réduire leur production,

voire bloquer certains investissements. Ce qui devrait se traduire par la réduction du surplus actuel de l'offre et, donc, une reprise des cours du brut.

Pour ce spécialiste, il est impossible que les prix du pétrole restent à des niveaux aussi bas car cela risque de mettre en danger toute l'industrie pétrolière mondiale.

S'agissant du marché gazier, M. Attar constate que la chute des cours mondiaux de pétrole s'est répercutée sur les investissements liés aux activités d'exploration gazière pour non rentabilité.

Selon cet expert, l'industrie gazière «a été déconnectée des fondamentaux du marché comme l'offre, la demande ou encore la

géopolitique». «Désormais, c'est la technologie qui déterminera la rentabilité des investissements», ajoute-t-il, soulignant, au passage, que l'Algérie dispose des atouts humains et technologiques pour préserver ses parts de marchés, notamment dans la région méditerranéenne. A cet effet, l'Algérie devrait investir davantage dans la production et le transport du GNL qui constitue, selon M. Attar, l'énergie de l'avenir. «A l'horizon 2030, les quantités de GNL commercialisées à travers le monde dépasseront celles du gaz naturel», prévoit-il, rappelant que les Etats-Unis sont le premier consommateur de ce produit dérivé du gaz. A rappeler que des compagnies pétro-

lières mondiales, réunies la semaine dernière à Londres pour l'International Petroleum (IP) week, ont prévu une hausse des prix du baril d'ici la fin 2016 en raison notamment de la forte baisse des investissements.

La réduction des investissements dans de nouveaux projets pétroliers en raison de la faiblesse des cours prépare le futur rebond des prix, avait estimé Patrick Pouyanné, P-DG de Total, lors de cette rencontre.

«Nous avons des cycles et les cycles se produisent parce que quand les prix sont élevés, nous sur-investissons (...) et nous avons un impact sur la demande. Quand les prix sont bas, nous sous-investissons»

et la demande devient positive, avait-il expliqué.

Pour sa part, Roberto Casula, le chef du développement de la compagnie italienne ENI, avait avancé que si l'industrie pétrolière réduit trop drastiquement ses investissements, sur fond de chute des prix du brut, elle court le risque de ne pas pouvoir faire face à la croissance de la demande.

«L'effet général (de la chute des cours) est que les dépenses d'investissements en amont ont été réduites à des niveaux dangereux», a relevé M. Casula, précisant qu'après une baisse de 20% en 2015, ils devraient être encore réduits de 50% cette année.

BÉJAÏA

Récolte de 20 millions de litres d'huile d'olive

Plus de 20 millions de litres d'huile d'olive ont été collectés jusque-là à Béjaïa, apprend-on dimanche auprès de la direction des services agricole (DSA).

Les bassins de Tazmalt et Ighil Ali, à l'extrême ouest de la wilaya, qui regroupent une part importante du verger oléicole local et qui sont encore en pleine activité sont de nature à relever sensiblement le niveau de cette production, initialement «vouée à la morosité à cause du manque de pluie l'automne dernier mais qui se rattrape vigoureusement», précise-t-on de même source, relevant que l'objectif désormais est la collecte d'une jauge de 21 millions de litres.

Cette remontée soudaine a été principalement induite par les vergers de Seddouk et Beni-Maouche qui, à eux seuls, ont réalisé plus de 4 millions de litres, ajoute-t-on, indiquant que les rendements par endroits ont dépassé 25 litres par quintal et 2000 quintaux d'olive à l'hectare.

«C'est une saison record», estime-t-on, par ailleurs, celle-ci étant jugée meilleure que celle de la saison 2014/2015, siège d'une production de 19 millions de litres. Cette embellie, souligne-t-on, fait essentiellement suite au retour de l'investissement, injecté au titre des différents programmes de valorisation et d'aide de l'Etat (extension parc oléicole, mise en place des programmes d'appui et vulgarisation, déseclatement vergers, pistes et électrification, transformation (huileries modernes)). La wilaya de Béjaïa reste le premier bassin oléicole national, avec une superficie de plus de 56 ha d'oliviers et un potentiel de transformation fondé sur 427 huileries.

BLIDA

Lancement des travaux d'extension et d'aménagement des accès de la wilaya

Des travaux d'extension et d'aménagement des accès de Blida ont été lancés en vue d'atténuer la pression sur le chef-lieu de wilaya, considéré comme une zone de transit vers différentes régions du pays, a-t-on appris, dimanche, du directeur local des Travaux publics (DTP). «Ces travaux englobent les cinq (5) accès de la wilaya, théâtre actuellement de travaux d'extension et d'aménagement au titre d'une large opération portant sur l'aménagement des entrées du grand Blida», a indiqué à l'APS Harrane Bachir. Il s'agit principalement, a-t-il ajouté, des travaux d'aménagement de l'entrée-sud de la ville de Blida, via la RN 1, visant à en faire une voie double sur une distance de 3,2 km, en plus de la réalisation de deux (2) trémies. Le projet est attendu à la réception à la fin 2016, alors que les deux (2) trémies seront livrées au courant du premier semestre 2017, a-t-il encore précisé.

Des travaux similaires sont en cours à l'entrée de la ville, à partir de la commune d'Oued El Alleug, où un déboulement de voie est en cours sur la RN 69, avec une prévision de réception pour fin 2016.

Les accès au chef lieu de wilaya, à partir d'Alger, via Khezrouna et Beni Tamou sont, aussi, le théâtre de travaux intenses, en vue d'aider à la fluidification du trafic dans cette wilaya, réputée pour son activité industrielle et agricole. M.Harane a souligné, à cet effet, l'inscription de ces actions d'aménagement au titre du soutien du projet de réalisation d'une route reliant le CHU Franz-Fanon à l'autoroute Est-Ouest sur une distance de 3,5 km. Ce projet, qui a été réceptionné dernièrement, a nettement contribué à faciliter la vie aux usagers de la route, en provenance notamment des wilayas de Tipasa et d'Ain Defla, en direction du CHU et ce, en leur évitant d'emprunter le centre ville Zabana, connu pour ses encombrements inextricables. Cette même voie double à double sens permet également aux ambulances d'éviter le centre ville et de se rendre au CHU Franz-Fanon avec une plus grande aisance, d'autant plus que cet établissement hospitalier est le point de convergence de nombreux malades de différentes wilayas, eu égard à la disponibilité, en son sein, de nombreuses spécialités et équipements médicaux de pointe. Le réseau routier de la wilaya de Blida s'étend sur 1312,4 km, repartis sur 52,566 km d'autoroutes, 261,789 km de routes nationales, 294,601 km de chemins de wilaya et 703,506 km de routes communales, selon les chiffres fournis par la DTP. La bonne gestion de ce réseau de routes a nécessité la création, dernièrement, de 12 unités de contrôle et d'intervention sur les routes, équipées en matériel nécessaire, en vue du renforcement du rôle des maisons cantonnières, estimées à sept (7) à travers la région, a, par ailleurs, souligné le même responsable.

CONSTANTINE

Les PCD revus à la baisse pour cause d'insuffisance de consommation des crédits

Les montants octroyés aux communes de Constantine au titre des plans communaux de développement (PCD) ont été revus à la baisse, pour l'exercice 2016, en raison de l'insuffisance de consommation des crédits, a indiqué dimanche soir le secrétaire général de la wilaya, Abdelkhalek Sayouda.

Dans une déclaration à l'APS à l'issue d'un conseil de wilaya consacré à l'examen des programmes de développement des communes d'Ibn Ziad et de Messaoud-Boudjeriou, le même responsable a fait état, à ce propos, d'une enveloppe de «360 millions de dinars seulement» (bien 360 millions de dinars) octroyée dans le cadre des PCD 2016.

Cette enveloppe qualifiée de «modeste» est en fait une «sanction» pour les 12 communes de la wilaya qui ont «brillé par des défaillances en matière de consommation des budgets».

Plus de quatre vingt pour cent (80%) des crédits alloués aux communes de la wilaya «n'ont pas été consommés en 2015», a souligné M.

Sayouda, appelant les responsables concernés, les élus locaux notamment, à «se ressaisir et à honorer la confiance qui a été placée en eux par les populations».

Ce responsable a rappelé que les communes de Constantine qui figuraient parmi les collectivités locales les mieux loties du pays en matière de financement des PCD, avec des



moynnes de plus de 300 millions de dinars par an par collectivité, se sont fait remarquer par des «insuffisances» en matière de gestion et de réalisation des projets. Qualifiant «d'inadmissible» le fait de geler des centaines de millions de dinars destinés au développement local «sous le prétexte des procédures administratives», le même responsable a affirmé que l'administration locale sera désormais intransigeante devant tout acte de nonchalance et que les budgets ne seront alloués

que pour les communes qui feront «preuve de performance sur le terrain».

Le taux de consommation des crédits octroyés en 2015 au titre des PCD aux communes de Messaoud-Boudjeriou et d'Ibn Ziad n'a pas atteint les 15%, a-t-on souligné au cours de cette réunion de l'exécutif durant laquelle les questions liées au développement des secteurs de l'habitat, des travaux publics, de l'hydraulique et de l'environnement ont été débattues.

MOSTAGANEM

Lancement prochain d'une étude d'aménagement du nouveau pôle agricole de Hassiane

Une étude portant sur l'aménagement du nouveau pôle agricole à Hassiane (Mostaganem) sur une superficie de 1600 hectares sera lancée prochainement, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

L'étude porte sur l'ouverture de pistes sur 3 kilomètres dans les communes de Hassiane et Sirat et le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'électricité, de gaz et de télécommunications en prévision de l'accueil d'investisseurs dans des projets dont ceux de transformation de pomme de terre et de tomate.

Le wali de Mostaganem a indiqué, lors de sa visite samedi dans cette zone, que celle-ci est habilitée à devenir un pôle agricole par excellence pour contribuer à l'économie nationale, au développement du produit local et à la création d'emplois pour les jeunes de la région. Abdelwahid Temmar a insisté, lors d'une rencontre avec des agriculteurs de la région, sur l'implication de l'université en collaboration avec le bureau d'études «Bneder» relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche

dans la réalisation d'une expertise sur la nature du sol et les récoltes pouvant être produites dans la région.

Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué que 73 ha de la superficie globale est réservée aux agriculteurs de la région pour des cultures dont la grenade, le melon, la pomme de terre et le chou et restant aux grandes cultures et à l'industrie de transformation.

Cette zone abritera le projet du pôle agricole spécialisé en production du lait et de viandes rouges dans le cadre d'un partenariat algéro-américain qui porte sur la création d'un bassin de production laitière avec des techniques modernes et la production de viandes rouges, a-t-il encore souligné ajoutant que ce projet générera des emplois pour les jeunes de la région et des activités secondaires liées à cet investissement.

Le projet porte aussi sur l'apport de 10.000 vaches laitières pour une production de 70 millions de litre/an de lait. Les mêmes investisseurs projettent à moyen terme la production du lait en poudre en vue de réduire la facture d'importation de ce produit.

ANNABA

L'accompagnement de l'entreprise algérienne, une mission stratégique des Douanes

L'accompagnement de l'entreprise algérienne et l'encouragement des opérateurs économiques constituent «une des missions stratégiques et prioritaires» des Douanes algériennes, a indiqué dimanche à Annaba le directeur général de ce corps constitué, Kaddour Bentahar.

«Les services des Douanes qui veillent à la protection de l'économie nationale contre toute forme de contrebande, sont appelés à faire face aux défis intérieurs et extérieurs, et à s'ouvrir davantage aux exigences d'une économie moderne à travers la facilitation et la simplification des procédures douanières», a précisé M. Bentahar au cours d'une conférence de presse à l'Ecole des officiers de contrôle des Douanes de Hadjar Eddis, tenue en marge d'une cérémonie de sortie d'une nouvelle promotion d'officiers. Il a mis en exergue, dans ce contexte, l'apport des actions de proximité et d'une communication efficace entre le



régime douanier et les opérateurs économiques pour encourager le produit national et appuyer la diversification des exportations hors des hydrocarbures».

Rappelant l'importance du nouveau système d'information devant

être mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle stratégie des Douanes algériennes, M. Bentahar a souligné qu'il s'agit «d'améliorer le fonctionnement de l'administration douanière et de renforcer le contrôle du commerce extérieur», tout comme il s'agit «d'accompagner le rythme avec lequel s'opèrent les changements dans les transactions économiques dans le monde».

Le directeur général des Douanes algériennes, accompagné des autorités locales civiles et militaires, avait auparavant présidé une cérémonie de sortie de la 16e promotion d'officiers des Douanes, composée de 182 éléments dont 40 femmes.

La cérémonie de sortie de cette promotion, baptisée du nom du moudjahid Si Moussa Mohamed, qui avait exercé dans ce corps, a été marquée par des exhibitions sportives, avant que ne soient honorés plusieurs douaniers retraités.

EL EULMA (SÉTIF): Démantèlement d'une bande spécialisée dans la falsification de documents, le faux et l'usage de faux et l'escroquerie

En fin de semaine dernière, le procureur de la République près le tribunal d'El Eulma a ordonné le placement sous mandat de dépôt de B.F., un repris de justice, demeurant à Constantine, pour association de malfaiteurs, escroquerie, émission de chèques sans provision, de faux et usage de faux, dont ont été victimes neuf commerçants des wilayas de Sétif, Constantine et Alger.

Azzedine Tiouri.

Selon le service de communication de la Gendarmerie nationale, l'individu en question n'a pas agi seul, il était accompagné d'une bande organisée composée de cinq autres membres ayant à leur actif près d'une dizaine d'affaires dont été victimes des commerçants et des propriétaires d'entreprises privées etc.

Tout a commencé, lorsque l'une des victimes s'est présentée auprès des services de la Gendarmerie nationale de Sétif pour y déposer une plainte en déclarant que le mis en cause a acquis de la marchandise de son entreprise aluminium tout en lui remettant un chèque à Sétif d'une valeur de 1,3 million de dinars avec une copie d'un registre du-



commerce et d'une carte d'identification fiscale falsifiées. Voulaient encaisser le chèque auprès de la banque, ce dernier s'est

avéré sans provision.

Les investigations entreprises par les gendarmes enquêteurs ont abouti à l'interpellation

du mis en cause et la récupération dans son domicile à Constantine des copies de registres de commerce et de cartes d'identification fiscale, falsifiées ainsi qu'un carnet de chèque bancaire originaire inscrit au nom de son complice (H.M) résidant à Constantine, qui demeure activement recherché ainsi que quatre autres acolytes, identifiés, demeurant à Annaba et Constantine.

Quatre des victimes, propriétaires d'entreprises privées de vente de matériels de construction, d'électricité, de plomberie et de soudure, ont déclaré aux gendarmes enquêteurs, qu'ils ont été escroqués par les membres de cette bande de malfaiteurs, tout en leur remettant des chèques bancaires sans provision.

TISSEMSILT 5 ans de prison ferme pour chacun des quatre accusés de la CRMA

Abed Meghit

Le tribunal de Tissemsilt, relevant de la cour de justice de Tiaret, a prononcé, ce dimanche dernier, une peine de 5 ans d'emprisonnement ferme contre quatre personnes dont l'ex-directeur, un chef de service et deux autres fonctionnaires à la prison ferme de cinq ans chacun assortie d'amende. Cette affaire remonte à la fin de l'année passée où suite à la présentation d'un citoyen à ladite caisse après avoir été victime d'un accident de circulation pour finir avec les formalités et empocher son indemnité d'assurance, le concerné s'est étonné d'apprendre qu'il n'a pas de dossier de base à la caisse et qu'il n'est pas assuré. Pourtant les documents qu'il détenait affirmaient le contraire et précisent qu'il est assuré en tous risques au niveau de ladite caisse.

Les investigations menées durant plusieurs jours par un inspecteur vérificateur ont révélé des détournements de deniers publics, ce qui l'avait poussé à déposer un rapport très lourd au niveau de la direction générale de la mutualité agricole "CNMA".

Cette dernière a vite déposé une plainte auprès de la justice qui, à son tour, a désigné un expert financier pour déterrer les dossiers et à la grande surprise, il découvre parmi tant d'anomalies sur la gestion de cette caisse que le mal est beaucoup plus profond, double emploi des dédommagements pour les assurés et pour les redevances de fellahs et facturation sur des achats fictifs.

SETIF : 1 mort et 1 blessé grave dans un accident de la route

La Protection civile de la wilaya de Sétif a enregistré, hier après-midi, un grave accident de la route qui a causé la mort d'un jeune homme de 28 ans et blessant grièvement son compagnon âgé de 25 ans à la suite du renversement de leur véhicule commercial du type Herbin.

Le drame a eu lieu sur la route reliant la cité d'El Hassi, située à plus de 5 km du chef lieu de wilaya, à la ville de Sétif

par la cité Cheikh Laïfa sur la RN 9. Dès l'annonce du sinistre, les éléments de la Protection civile de l'unité la plus proche d'Ain Tebnet se sont déplacés rapidement sur les lieux pour évacuer les deux victimes vers le Centre hospitalo-universitaire Mohamed Abdenour-Saâdina de Sétif.

La Gendarmerie nationale a ouvert une enquête.

A. Tiouri.

DJELFA : 3 morts dans un accident de la circulation (PC)

Trois personnes ont péri dans un accident de la route survenu dans la nuit de dimanche à lundi à Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident a eu lieu sur la route nationale RN01, au niveau du tronçon reliant entre les communes de Hassi Bahbah et Ain Oussera, dans la localité dite Guellet Esstel, au nord de Djelfa, lorsqu'un véhicule léger est entré en collision frontale avec un camion, a-t-on ajouté de même source.

Deux hommes, âgés respectivement de 18 et 44 ans, et une femme, qui étaient à bord du véhicule touristique, sont morts sur le coup, et leurs dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital Ahmed Bouguerra de Hassi Bahbah, a-t-on encore indiqué.

La localité de Guellet Esstel est l'un des points noirs de la circulation automobile dans la wilaya de Djelfa et est devenue le théâtre de nombreux accidents, signalant-t-on.

M'SILA : Suicide par pendaison d'une étudiante à la cité universitaire

Une étudiante de 19 ans est morte par pendaison hier matin à la cité universitaire des filles, de l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila.

La défunte A. N., originaire de la commune

de Sidi Aïssa, étudiante à l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila a été retrouvée pendue à l'intérieur de sa chambre à l'aide de son foulard.

Les enquêteurs ont toutefois ouvert une enquête pour déterminer

les circonstances et le mobile de cette mort.

Cependant, la dépouille a été placée à la morgue de l'hôpital Bouzidi-Lakhdar de Bordj Bou Arreridj Ezahraoui pour autopsie.

M.B.

PROTECTION CIVILE: 35 interventions suite aux précipitations sur Alger dans la nuit de dimanche à lundi

Trente-cinq (35) interventions de la Protection civile ont été enregistrées dans la wilaya d'Alger suite aux dernières précipitations qui se sont abattues sur la capitale dans la nuit de dimanche à lundi sans déplorer de victimes ni dégâts matériels, a affirmé le capitaine Saïdj Belkacem chargé de l'information auprès de la Direction de la Protection civile.

Les agents de la Protection civile ont effectué dans la nuit de dimanche à lundi 35 interventions liées à des accidents de la circulation, des infiltrations d'eaux et autres incidents provoqués par les dernières pluies, a indiqué le capitaine Saïdj dans une déclaration à l'APS. Les interventions ont été effectuées de dimanche à minuit à lundi vers 6h00, a précisé la même source.

La Protection civile est intervenue notamment pour des chutes de câbles électrique et déracinement d'arbres.

Par ailleurs, 6 accidents de la circulation ont été enregistrés dans les communes de Bab el-Oued, Birtouta, Zéralda, Bir Mourad Raïs et Chéragas faisant deux blessés.

Un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de météorologie avait annoncé de fréquentes averses de pluie et/ou de grêle, accompagnées parfois de fortes rafales de vent affectant les wilayas côtières et proche-côtières du pays à partir de dimanche.

Les wilayas concernées par ce BMS, dont la validité s'étend de dimanche à 18h00 au lundi à 12h00, sont: Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Ain Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef et Ain Defla. Les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement 40 mm.

MÉDÉA : Circulation difficile sur l'axe Benchicao- Berrouaghia



La circulation automobile sur l'axe Benchicao-Berrouaghia, sur la RN 1, connaît des difficultés suite aux chutes de neige enregistrées tôt hier sur ce tronçon routier névralgique reliant les régions du nord du pays au Sud, selon les responsables de la direction des Travaux publics.

Les plus grosses difficultés sont signalées à l'entrée nord de la commune de Benchicao, au niveau des lieux-dits Bassor, à proximité du centre pour enfants assistés, et le village Tayeb Djoughlali, mais également à El-Fernane, à la périphérie de la ville de Berrouaghia où l'accumulation de la neige sur la chaussée a provoqué un ralentissement du trafic routier, a-t-on précisé.

La même source déplore, toutefois, le comportement de certains conducteurs dont les agissements ont non seulement rendu très difficile le travail des équipes de déneigement, mais causé la formation de bouchons à différents endroits de cet axe routier d'où transitent des milliers de véhicules, a-t-on ajouté.

Le dispositif d'intervention mis en place la veille a permis, a-t-on indiqué, de maintenir ouvert à la circulation l'ensemble du réseau routier local et de sécuriser le trafic au niveau notamment de certains points noirs, aussi bien sur la RN 1 que sur des axes des tronçons de la RN 60 qui fait la jonction entre Derrag et Ouled-Antar (Sud), la RN 60A, qui relie Ain-Boucif à Chellalet-El-Adhaoura (Sud-est) et la RN 64 qui relie El-Omaria à Baata (Nord-est), a-t-on expliqué.

Treize chasse-neiges, huit rétrochargeurs et quinze camions de sablage ont été déployés dès les premières heures sur différents axes routiers de la wilaya en vue d'éviter des perturbations dans le trafic automobile, a-t-on noté.

APS

NIGERIA : Premier décès de la fièvre de Lassa



Un premier cas de décès lié à la fièvre de Lassa a été signalé dans l'Etat nigérian d'Ogun (sud-ouest), ont annoncé hier les autorités sanitaires.

Une patiente de 28 ans est subitement décédée à l'hôpital universitaire Olabisi Onabanjo après neuf jours de traitement, a fait savoir Babatunde Ipaye, commissaire à la santé de l'Etat d'Ogun.

"La défunte a été enterrée en conformité avec les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Protocole national nigérian sur le contrôle et la gestion de la fièvre de Lassa", a affirmé M. Ipaye, ajoutant qu'"aucune des 121 personnes ayant eu un contact direct avec la défunte n'a présenté de fièvre ou d'autres symptômes de Lassa."

La fièvre de Lassa est une maladie virale aiguë souvent mortelle, qui se propage principalement en Afrique de l'Ouest. Elle est généralement transmise par contact avec la salive ou les excréments de rats.

La dernière propagation de l'épidémie qui a débuté en novembre 2015 est la pire au Nigeria depuis quatre ans. Depuis novembre, l'épidémie a fait 76 morts et infecté plus de 200 personnes.

ANGOLA : 51 morts de fièvre jaune depuis fin décembre



L'épidémie de fièvre jaune qui sévit en Angola a fait 51 morts sur 240 cas suspects depuis le 30 décembre, selon un bilan communiqué hier par les autorités sanitaires du pays.

"L'épicentre de l'épidémie se trouve dans la municipalité de Viana", ville située dans la banlieue est de la capitale Luanda, où "29 décès et 92 cas" ont été recensés, selon la directrice nationale de la santé publique Adelaide de Carvalho.

La fièvre jaune est une maladie hémorragique virale qui touche les régions tropicales d'Afrique et d'Amérique amazonienne. Bien qu'il n'existe pas de traitement spécifique, elle peut être combattue par la vaccination ou, à défaut, en se protégeant contre les piqûres de moustiques.

Le ministre angolais de la Santé Jose Vandunem a appelé quant à lui la population à utiliser du Bactiver, un désinfectant pour les eaux stagnantes. "La quantité de Bactiver distribuée s'est montrée efficace mais pas suffisamment par rapport au nombre de moustiques. Par conséquent, les gens doivent utiliser davantage ce produit", a expliqué le ministre.

L'Angola fait partie des pays d'Afrique où la vaccination contre la fièvre jaune est recommandée, bien que le pays n'ait pas connu d'épidémie depuis 1986, selon le ministre de la Santé.

APS

Virus ZIKA

Un homme de retour du Venezuela a été diagnostiqué dans le sud de la Chine comme atteint du virus Zika, le deuxième cas enregistré dans le pays, ont rapporté hier des médias locaux.

Alors qu'il rentrait du Venezuela, au terme d'un itinéraire passant par les Pays-Bas et la Russie, l'homme a été isolé vendredi à l'aéroport de Canton en raison d'une violente fièvre, a rapporté la télévision chinoise CCTV, citant le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies. Les autorités sanitaires chinoises avaient annoncé la semaine dernière avoir détecté un premier cas de Zika.

Un Chinois de 34 ans, originaire de la province du Jiangxi (sud-est), avait ainsi été diagnostiqué après son retour du Venezuela, le 28 janvier, alors qu'il souffrait de fièvres, migraines et



vertiges. Rentré en Chine via le territoire de Hong Kong, il avait été placé en quarantaine le 6 février. Les autorités avaient alors jugé les risques de contagion extrêmement réduits.

Le Zika, contre lequel de potentiels vaccins sont actuellement à l'étude, provoque des symptômes grippaux bénins (fièvre, maux de tête, courbatures).

Le virus est surtout dangereux pour les femmes enceintes, pouvant provoquer des microcéphalies chez les nourrissons dont la mère a été infectée pendant la grossesse. Mais Zika est aussi associé à une hausse de cas du syndrome de Guillain-Barré (une

maladie neurologique), même si aucune preuve scientifique n'a encore été apportée.

Le virus sévit essentiellement en Amérique latine, mais a été qualifié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme une "urgence de santé publique à portée mondiale". De nombreux pays à travers le monde ont augmenté leur niveau d'alerte pour faire face au virus Zika alors qu'il faudrait au moins 18 mois pour mettre au point un vaccin selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Jusqu'à présent, seule une poignée de cas ont été recensés en Asie, notamment en Thaïlande et en Indonésie.

CHINE : Un mort et six blessés dans un feu de forêt

Un sapeur-pompier a été tué, et six autres ont été blessés, dimanche, alors qu'ils s'efforçaient de maîtriser un feu de forêt à Shangri-la, dans la province chinoise du Yunnan (sud-ouest).

Une cinquantaine de sapeurs-pompiers et plus de 120 villageois ont été mobilisés après que le feu s'est déclaré dimanche dans le village de Liangmei de la ville de Shangri-la, selon un communiqué publié lundi par le département provincial de lutte contre les incendies. La victime est morte brûlée



en raison de rafales de vent ayant propagé les flammes.

Le gouvernement local a envoyé 280 personnes supplémentaires lundi pour maîtriser le feu. L'incendie a été éteint après avoir ravagé 150 mu (10 hectares), explique le communiqué.

Selon la même source, le feu a été causé par une personne qui brûlait des buissons et des mauvaises herbes près de terres cultivables. Un suspect est actuellement interrogé par la police, précise le communiqué.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Une falaise s'écroule après le séisme de magnitude 5,7



Une falaise près de la ville de Christchurch, la deuxième plus grande ville de la Nouvelle-Zélande, s'est effondrée dimanche lorsqu'un séisme de magnitude 5,7 a frappé la ville.

La partie de la falaise qui s'est écrou-

lée se trouve dans le district de Sumner, dans le sud de Christchurch, selon les services d'urgence. Les médias sociaux ont montré un immense nuage de poussière après l'effondrement sans faire de victimes. Par ailleurs, au moins 450 maisons ont été privées d'électricité suite au tremblement de terre. Le service téléphonique dans le sud de Christchurch a été arrêté. Le séisme intervient juste une semaine avant le 5e anniversaire du tremblement de terre du 21 février 2011 qui, avec une magnitude 6,3, a fait 185 morts et 2.000 blessés.

La Nouvelle-Zélande est située sur la «Ceinture de feu» du Pacifique où les plaques continentales entrent fréquemment en collision provoquant une importante activité sismique. Le pays subit environ 15.000 secousses par an, dont une moyenne de 2,5 séismes d'une magnitude d'au moins 6.

8 morts dans une collision entre un train et un minibus au Pakistan

Huit membres d'une même famille ont trouvé la mort dans la collision d'un train et d'un minibus à un passage à niveau dans le sud du Pakistan, a indiqué hier une source médicale.

Quatre autres membres de la famille ont également été blessés dans l'accident qui s'est produit dimanche soir près du village d'Allah Dino Sand à 170 km au Nord de Karachi.

Les accidents ferroviaires sont fréquents au Pakistan qui dispose d'un vaste réseau de chemin de fer mais mal entretenu. En novembre dernier, douze personnes ont été tuées et plus de 100 autres blessées lorsqu'un train avait déraillé dans le sud-ouest du pays.

M.KAMEL ADICHE

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE MAMI DE SÉTIF

«LES SECRETS D'UNE RÉUSSITE»

Entretien réalisé par
Azzedine Tlouiri

DK News : Avant d'entamer notre entretien, faites-nous connaître le Groupe MAMI que vous dirigez.

K. ADICHE : La Société MAMI a été créée en 1937, transformée en SNC en 1981 et Société par actions (SPA) en 2003. Son siège social se trouve dans la zone d'entrepôts et d'activités (ZEA) de Sétif. Elle a pour objet social la production et la commercialisation de boissons gazeuses et jus, de tout produit agro-alimentaire, l'import et l'export de produits agro-alimentaires ainsi que la transformation du plastique. La société est organisée en directoire et conseil de surveillance.

Y-a-t-il d'autres investissements que vous envisagez à l'avenir ?

Effectivement, nous avons des micro-investissements, c'est surtout dans le domaine de l'augmentation des capacités et de diversification de gamme de produits dans les boissons et le plastique.

Quelles sont justement les gammes ou les appellations des produits déjà commercialisés sur le marché ?

On vient de mettre sur le marché une nouvelle gamme de produits à base de jus, sous la marque FRUT'S (Mojito, Sangria, Orange, Mangue), qui sont assez nouveaux par leur présentation et par le goût qui diffère des produits traditionnels de Mami et qui sur le marché devraient être une nouveauté. D'ailleurs les premières mises sur le marché ont été couronnées de succès. Les premiers résultats sont encourageants et nous poussent justement à augmenter nos capacités de production de ces produits. Nous produisons toujours les boissons gazeuses avec les arômes classiques, sous la marque MAMI boissons.

On dit qu'il y a une concurrence féroce dans votre domaine, qu'en est-il exactement ?

Effectivement, depuis quelques années et comme vous le savez c'est une filière qui a beaucoup été investie par des opérateurs économiques puisque la marge de progression était importante en termes de consommation de boissons et de demande, donc naturellement beaucoup d'investisseurs se sont mis sur ce créneau, ce qui crée une concurrence très agressive.

Justement, comment faites-vous pour y faire face ?

On y fait face difficilement, d'abord en essayant d'innover dans nos gammes de produits comme nous venons de faire en mettant sur le marché des produits

un peu différents qui attirent les consommateurs. Sur ce point précis, c'est surtout la qualité sans oublier le rapport qualité-prix et l'innovation.

Revenons un peu à l'entreprise. On peut dire aussi que depuis votre arrivée à la tête du Groupe MAMI vous avez redressé la situation là où vos prédécesseurs ont échoué. Quel est le secret de votre réussite ?

Il ne faut pas dire que mes prédécesseurs ont échoué, car ils ont réussi quand même à mettre en place une société qui a un nom dans la région de Sétif et c'est devenu pratiquement un patrimoine dans son domaine. Effectivement, dans la vie de toute société, il y a des hauts et des bas. Ils ont connu d'abord une augmentation importante du nombre d'associés (actionnaires), puisque c'est une société familiale, qui a engendré des problèmes de prise de décision. Lorsque nous sommes arrivés à la tête de cette entreprise, ils nous ont demandé de mettre tout d'abord en place une organisation et une bonne gouvernance en traçant des objectifs. Effectivement, à ce moment-là nous avons pu redresser la situation, même si aujourd'hui, nous traversons des phases de turbulence avec toute la concurrence qui existe en ce moment.

Vous êtes aussi le secrétaire général de l'Association des producteurs algériens de boissons, en quoi consiste le rôle de cette structure ?

Effectivement, je suis le secrétaire général de l'APAB qui active depuis plus de 14 ans. Actuellement, elle connaît une grande attention des autorités du pays grâce au travail qu'elle a fourni, un grand travail de sensibilisation des producteurs tout en essayant de professionnaliser des opérateurs qui sont sur le marché et défendre les intérêts des producteurs de boissons. Nous ne sommes pas un syndicat, mais nous faisons des propositions claires aux différents ministères concernés, comme ceux du Commerce, des Finances, de l'Economie, pour essayer de promouvoir ce secteur qui crée beaucoup d'emplois.

Avez-vous des objectifs à atteindre avec cette association ?

Nous arrêtons des objectifs chaque année. Le principal c'est que demain sur le marché existent des boissons très compétitives, non seulement au niveau de la qualité, mais aussi de la protection de la santé des consommateurs. Nous voulons que les boissons algériennes ne fassent plus peur aux consommateurs de par les conditions qu'elles sont produites. D'ailleurs pour cela, nous sommes en train de créer un label pour les rassurer et nous sommes là aussi quelque part pour défendre leur



santé.

A propos de santé, vous utilisez des édulcorants de synthèse dans certaines gammes de vos produits comme l'aspartame qui semblent décriés par les consommateurs, qu'en est-il au juste ?

Oui, effectivement c'est un produit que nous utilisons dans nos produits. C'est une fausse idée qui se propage beaucoup plus sur les réseaux sociaux que chez les scientifiques puisqu'aujourd'hui il est démontré que c'est un produit inoffensif à tout point de vue sur la santé des consommateurs. Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les plus hautes autorités chargées du contrôle de la santé des pays européens, américains et sud-américains, qui après de grandes recherches et des études ont démontré que ces produits ne sont pas dangereux pour la santé et sont autorisés pour leur utilisation. D'ailleurs nous sommes le seul pays à mettre une mention à déconseiller aux enfants, alors que tous les autres pays du monde ne le font pas.

Pourquoi mettre alors ces édulcorants dans vos produits ?

Nous les mettons pour plusieurs raisons. D'abord il y a une raison économique, c'est tout à fait normal, c'est une matière première qui remplace le sucre, et qui est moins chère que ce dernier. Cela produit évidemment des économies à l'entreprise et aussi à l'économie du pays en termes d'importation qui diminue de sa balance. C'est aussi de diminuer le taux de sucre dans les boissons qui est souvent décrié. Parfois on parle de boissons à l'origine de maladies cardiovasculaires, diabète etc., ce qui n'est pas tout à fait vrai, parce qu'il y a beaucoup d'autres facteurs en Algérie, c'est l'alimentation d'une manière générale, le gras, les pâtisseries. Dans le monde entier, on utilise les édul-

corants pour diminuer le taux de sucre et de calories des boissons, donc c'est quelque chose qui peut être même bonne et bénéfique pour la santé des consommateurs. Une autre raison, c'est qu'on ne peut pas offrir aux gens des boissons qui ne sont pas sucrées, c'est un non sens si l'on veut faire plaisir à quelqu'un. Dans tous les domaines c'est l'excès qui fait mal. On utilise ces produits dans les normes internationalement admises et reconnues.

Pour rester dans ce même chapitre, lors de notre tournée à travers l'unité, nous avons visité un laboratoire, quel est son rôle ?

C'est tout d'abord un laboratoire de contrôle de qualité. Nous faisons le contrôle de la matière première qui arrive durant tout le processus. Une partie de ce laboratoire est destiné au développement de nouveaux produits ou d'amélioration de ceux déjà existants.

Globalement, quels sont les problèmes que vous rencontrez dans la gestion ?

Nous rencontrons les problèmes comme ceux de toute industrie en Algérie, c'est-à-dire la problématique de la place qui lui a été réservée jusqu'à présent avec toute la bureaucratie qui est derrière. Aujourd'hui, les pouvoirs publics semblent un peu plus sensibles à lever les contraintes bureaucratiques, mais entre le discours et ce qui se passe sur le terrain, il y a encore un fossé que nous souhaitons faire disparaître de plus en plus. Il y a un problème que j'estime fondamental, c'est celui de la ressource humaine, car il est bien beau d'acheter des machines, de mettre en place une organisation, mais il faut des hommes pour faire tourner tout cela. De nos jours, il est de plus en plus difficile de trouver sur le marché de l'emploi, que ce soit au niveau du top management ou technicien formé parce que le système éducatif n'a pas rempli les objectifs qu'il aurait dû avoir, c'est-à-dire donner aux

entreprises algériennes les cadres susceptibles de les aider à se développer.

Et du côté de votre personnel, il n'y a pas de problème ?

Nous sommes une société qui a mis en place une gouvernance claire et nous avons une convention d'entreprise avec les travailleurs. Nous avons aussi un syndicat. Nous avons mis tous les outils qui permettent une bonne communication entre le personnel et la direction. Tous les problèmes qui pourraient se poser sont réglés dans le cadre de commissions, de communication, de dialogue et nous estimons que le climat social est correct bien sûr relativement à l'environnement général de la société où on relève la baisse du pouvoir d'achat des gens.

Quels sont les perspectives d'avenir ?

Dans un climat économique très difficile de pouvoir asseoir notre société, de la rendre pérenne déjà par l'amélioration de sa gestion. Si nous parlons de boissons, nous avons aussi une unité de transformation plastique. Nos perspectives c'est de développer et diversifier la production où nous espérons même dans un proche avenir d'aller dans la sous-traitance automobile dans le plastique.

Un dernier mot peut-être pour conclure ?

Tout ce qu'on demande, devant toute cette concurrence c'est qu'elle doit rester loyale. Actuellement, nous mettons beaucoup d'argent pour la formation, pour la gouvernance, la recherche etc. Nos comptes sont transparents et nous faisons face aussi à un secteur de l'informel qui nous fait beaucoup de mal et là on attend que les autorités se penchent de plus en plus sur ce problème. Car on est souvent contrôlé, ce qui ne nous dérange pas, et parfois on a l'impression que ceux qu'on ne voit pas, on ne les contrôle pas.

A.T.

LES ALIMENTS POUR UN PETIT-DÉJEUNER ANTI-CANCER

Le Docteur Patrick Serog, médecin nutritionniste, fait le point sur les aliments et les nutriments clés pour prévenir le cancer. Sur la base de ces recommandations, ils ont été sublimes par les chefs de la marque Radisson Blu pour proposer des recettes gourmandes et de surprenants petit-déjeuners anti-cancer.

Les aliments et nutriments aux propriétés anti-oxydantes

La quercétine bloque la division cellulaire et donc la prolifération des cellules cancéreuses, et stimule le système immunitaire. On la retrouve dans les pommes, les fruits rouges, le thé, les raisins, les oignons, le chocolat, les câpres ou le brocoli.

Le sélénium est un antioxydant puissant qui bloque les radicaux libres à l'intérieur des cellules. On le retrouve chez les animaux ou produits issus des animaux (thon, et dans des plantes comme les noix du Brésil ou des pâtes au blé complet).

La grenade contient des antioxydants, parfaits pour bloquer la prolifération des cellules cancéreuses. On mange sa pulpe, mais également sa peau qui contient un puissant antioxydant particulièrement bénéfique pour la prévention du cancer du sein. Le curcuma permet de détruire les cellules cancéreuses, mais ses propriétés sont peut perdurer. C'est consommé avec du poivre que son efficacité peut perdurer.

L'ail cru, car cuit, il perd sa capacité à booster le système immunitaire et à bloquer la prolifération des cellules malignes. En petit-déjeuner, on le savoure confit.

Le thé vert est le meilleur allié du petit-déjeuner de prévention contre le cancer ! Il peut se boire mais aussi se déguster en madeleine au thé vert oui brocoli.

Le brocoli contient plusieurs substances anti-cancéreuses, mais celles-ci sont sen-

sibles à la chaleur. On préférera donc le brocoli cru ou peu cuit. Au petit-déjeuner, pourquoi ne pas tenter la sommité de brocoli cuisiné ? Ou un bol de faisselle curcuma brocoli ?

Le café contient plus de 1000 constituants, dont la caféine, ainsi que de nombreux antioxydants, qui jouent un rôle important pour la prévention de certains cancers.

L'expérience Pink Breakfast

A l'occasion de la 11ème édition d'Octobre rose, la marque Radisson Blu lance les petits déjeuners Pink Breakfast. Dans tous les hôtels du groupe, vous pourrez déguster 2 petits déjeuners (salé et sucré) composés sur les bases des recommandations alimentaires anti-cancer du Docteur Patrick Serog. Pour chaque séjour réservé en octobre dans les hôtels Radisson Blu, 1 euro sera reversé à l'association Europa Donna, cette année encore partenaire du projet.

Le petit déjeuner salé sera composé d'un jus de tomate, de faisselle curcuma brocoli, de sommités de brocoli sur lit de faisselle relevée au curcuma et de madeleine thé vert et brocoli. Le tout accompagné de thé vert.

Le petit déjeuner sucré sera composé d'un jus de grenade, d'un porridge grenade et noix du Brésil, de céréales complètes, riches en sélénium, graines de grenade et concassé de noix, d'éclats de chocolat curcuma, poivre et d'un café.



CANCER DU SEIN : UNE MAMMOGRAPHIE PAR AN À PARTIR DE 40 ANS ?

Faudrait-il faire une mammographie par an à partir de l'âge de 40 ans ? C'est en tout cas l'idée que défend un médecin américain. Chaque année, le cancer du sein touche 53 000 nouvelles femmes, rien qu'en France : les experts estiment qu'une femme sur 8 en moyenne sera touchée au cours de sa vie. Mais lorsqu'il est dépisté assez tôt, le cancer du sein se soigne très bien : 5 ans après le dépistage, le taux de survie est estimé à 86 %.

Et le meilleur moyen de se faire

dépister, c'est encore la mammographie. Cet examen (qui sera remboursé à 100 % par la sécurité sociale à partir du printemps 2016, si l'on en croit Marisol Touraine) permet de détecter d'éventuelles anomalies tumorales au niveau de la poitrine à l'aide de techniques d'imagerie médicale. En France, les médecins conseillent aux femmes de faire une mammographie tous les deux ans. Mais selon le Dr. Debra Monticiclio, de l'American

College of Radiology Breast Imaging Commission (États-Unis), il faudrait, en réalité, en faire une chaque année à partir de son quarantième anniversaire. « La mammographie n'est pas un examen fiable à 100 %, explique-t-elle, interrogée par le magazine Science Daily. Par conséquent, il est plus sûr de procéder à une mammographie chaque année à partir de l'âge de 40 ans, surtout si l'on a des antécédents familiaux. L'objectif, c'est qu'il n'y ait plus une seule femme qui passe à

travers les mailles du filet de la prévention. » Rappelons (quand même) qu'une radiographie n'est pas un acte anodin : il s'agit d'un examen qui utilise des rayons X, potentiellement cancérogènes. « Cependant, nous comprenons qu'il s'agit d'un acte médical contraignant qui relève de l'intimité de la personne : aussi, nous conseillons aux patientes de bien choisir leur radiologue avant leur première mammographie puis de ne plus en changer. »

MÉDICAMENT : ON ADAPTE LES DOSES

L'automédication peut être une pratique à risque. Adapter les doses d'un médicament peut s'avérer néfaste, ou tout simplement d'avoir un effet peu important. Avant d'être commercialisé, un médicament est soumis à d'intenses recherches.

Elles permettent de recommander les doses susceptibles d'obtenir les meilleurs résultats avec le moins d'effets indésirables possibles. C'est pourquoi se soigner seul doit être envisagé uniquement en respectant les règles d'utilisation préconisées, que ce soit au niveau de la posologie ou des horaires des

prises. Ces informations sont clairement mentionnées sur le document papier qui accompagne le médicament. Il précise même parfois la conduite à tenir en cas d'oubli ou d'erreur et, quand c'est nécessaire, si le médicament doit être absorbé avant, pendant ou après le repas (lorsque cela influe sur son efficacité et/ou ses effets secondaires). Pourtant, une étude publiée en 2013 par l'Afipa (Association qui regroupe les industriels des médicaments d'automédication) montre que 41 % des consommateurs ne lisent pas les notices !



Les compléments de calcium inutiles pour prévenir les fractures



Deux nouvelles études affirment que les compléments de calcium ne sont pas indispensables pour offrir une meilleure santé osseuse aux seniors. Deux nouvelles études qui viennent d'être publiées dans le *British medical journal* viennent renforcer le scepticisme croissant sur les compléments de calcium prescrits pour renforcer la santé des os. Alors que l'on prescrit souvent une prise quotidienne de 1000 à 1200 mg de calcium aux seniors, afin de prévenir les fractures, ces deux études écrites par des chercheurs néo-zélandais estiment qu'il y a trop peu de preuves qui montrent que les compléments de calcium sont réellement efficaces pour offrir une meilleure santé osseuse. Ils soulignent en outre, que le petit bénéfice de ces compléments sont contrebalancés par des effets secondaires mineurs mais gênants comme la constipation ou des effets plus graves comme des risques cardiovasculaires. Les chercheurs ont analysé des dizaines d'études portant sur l'apport en calcium chez des hommes et femmes de plus de 50 ans. Ils ont certes constaté une augmentation de la densité minérale osseuse d'environ 1-2% au bout de 5 ans, mais ils estiment que cette augmentation est "peu susceptible de se traduire par une réduction cliniquement significative des fractures." Des conclusions qui s'appliquent aux compléments alimentaires mais aussi aux régimes enrichis en calcium. "Le calcium que nous consommons lorsque nous avons une alimentation diversifiée devrait suffire à la bonne santé de nos os", concluent les chercheurs.

in top Santé.fr

FLORE INTESTINALE

Elle influencerait notre humeur et nos envies culinaires

Les bactéries qui composent notre flore intestinale auraient une incidence sur nos humeurs et nos envies culinaires, d'après une nouvelle étude scientifique américaine.

La flore bactérienne intestinale, ou microbiome comme l'appelle les chercheurs, pourrait manipuler notre humeur et même nos envies culinaires. C'est en tout cas ce qui ressort de l'étude menée par deux équipes de recherche de l'Arizona State University, de l'UC San Francisco et de l'Université du Nouveau Mexique.

Après avoir étudié l'ensemble de la littérature scientifique portant sur le microbiome, les chercheurs ont constaté que les différentes espèces de bactéries n'ont pas toutes les mêmes besoins nutritifs. Là où certaines privilégient les aliments riches en sucre par exemple, d'autres préfèrent les matières grasses. Et, pour pouvoir rester implantées dans notre intestin qui constitue leur écosystème, les bactéries se doivent d'obtenir les nutriments dont elles ont besoin. Ainsi libèrent-elles des signaux moléculaires à destination de notre système endocrinien ou nerveux, qui induisent alors des réponses physiologiques et comportementales, nous poussant à préférer tel ou tel aliment.

« Les microbes de notre intestin ont la capacité de manipuler l'humeur et le comportement en altérant les signaux neuronaux dans le nerf vague, en changeant les récepteurs du goût, et en produisant des toxines qui nous font



nous sentir mal, ou au contraire des "récompenses" qui vont nous faire sentir bien » explique

Athena Aktipis, co-auteure de l'étude. « Les bactéries des intestins sont manipulatrices, ajoute

Carlo Maley, directeur de l'UC de San Francisco, elles n'ont pas toutes les mêmes intérêts : certains correspondent à nos objectifs alimentaires alors que d'autres non. »

Un microbiome à modifier pour lutter contre l'obésité

Il a par ailleurs été démontré dans cette même étude que certaines souches bactériennes augmentaient l'anxiété chez les souris, ou encore que la consommation de probiotiques contenant des *Lactobacillus casei* pourrait améliorer l'humeur, lors d'un essai clinique sur l'homme.

Des traitements à base de probiotiques, de transplantation fécale ou d'antibiotiques pourraient être développés à terme pour nous permettre de maintenir notre équilibre alimentaire, ou de lutter contre l'obésité.

« Cibler le microbiome pourrait augmenter les possibilités de prévention des maladies comme l'obésité, le diabète ou encore le cancer du système gastro-intestinal. Nous ne faisons que commencer à effleurer la surface de l'importance du microbiome dans la santé humaine » conclut la chercheuse Athena Aktipis.

LE RÉGIME SANS GLUTEN N'EST PAS UN RÉGIME AMAIGRISSANT

La majorité de la population imagine des vertus santé et amaigrissantes au régime sans gluten, selon une nouvelle étude scientifique américaine. Et trop de femmes le suivent pour de mauvaises raisons et sans connaître les risques pour la santé de ce choix alimentaire.

Le régime sans gluten n'est pas amaigrissant et n'est pas forcément bon pour la santé, selon une nouvelle étude scientifique publiée dans la revue médicale le *Journal of Nutrition Education and Behaviour*. Contrairement à ce qu'une grande partie de la population croit. « Si je suis une étudiante et que je souhaite perdre du poids, je peux lire sur Internet que le régime sans gluten est idéal pour y arriver. Je risque alors de me priver des aliments qui contiennent des nutriments essentiels » explique le Professeur Shelnutt de l'Université de Floride. Trop de femmes pensent qu'un régime sans gluten est un régime amaigrissant. Or, les personnes contraintes de suivre un tel régime n'ont pas le choix et le font pour des raisons médicales.

Comme les aliments sans gluten raffinés sont pauvres en vitamines et en minéraux essentiels, elles rééquilibrent leur alimentation et compensent ces manques avec des compléments en vitamines. Pour mettre en

exergue les idées reçues de la population sur le régime sans gluten, la chercheuse a réalisé une étude comportementale avec 97 étudiants. Les volontaires devaient évaluer le goût et les bienfaits pour la santé des aliments sans gluten.

60% des participants ont déclaré que le régime sans gluten pouvait traiter des maladies. Un tiers d'entre eux (35%) pense qu'il peut améliorer les problèmes digestifs, et qu'il est plus sain pour la santé. 32% des participants pensent même que les médecins le prescrivent pour perdre du poids.

« Comme cette étude a été réalisée avec un petit nombre de participants, elle n'est pas représentative de la population. En revanche elle met en avant les idées reçues de la population sur le régime sans gluten » conclut la chercheuse. « Le problème est qu'il y a beaucoup de femmes en bonne santé qui choisissent un régime sans gluten parce qu'elles pensent qu'il est plus sain pour elles et qu'il peut les aider à maigrir en plus de leur procurer une plus jolie peau » explique le Professeur Shelnutt. Le régime sans gluten, une obligation pour les personnes atteintes de la maladie coeliaque La maladie coeliaque est une intolérance permanente à certaines fractions protéiques du gluten. Elle provoque



une atrophie villositaire (destruction des villosités de l'intestin grêle). Il s'ensuit une malabsorption des nutriments, en particulier du fer, du calcium et de l'acide folique. Ses symptômes sont douloureux (diarrhée chronique, ventre ballonné, anémie...) et le seul traitement de la maladie coeliaque consiste à suivre un régime sans gluten strict et à vie car il n'existe aujourd'hui, aucun médicament.

UGANDA Un candidat de l'opposition à la présidentielle arrêté par la police

L'un des principaux candidats de l'opposition à l'élection présidentielle prévue jeudi en Ouganda, Kizza Besigye, a été arrêté hier par la police pour avoir tenté de tenir un meeting non autorisé dans le centre de la capitale Kampala, ont rapporté les médias locaux.

«Besigye a été arrêté par la police alors qu'il faisait campagne dans (la capitale) Kampala», a rapporté le quotidien d'Etat *New Vision*, ajoutant que la police avait eu recours à des gaz lacrymogènes.

Le chef du Forum pour le Changement démocratique (FDC) a été arrêté après avoir tenté de tenir un meeting dans le centre-ville, que n'a pas autorisé la police, a indiqué de son côté le *Daily Monitor*.

Opposant historique au président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986 et candidat à un cinquième mandat, Kizza Besigye est l'un des principaux rivaux du chef de l'Etat pour cette élection, avec l'ex-Premier ministre Amama Mbabazi, ancien cacique du pouvoir.

Des images diffusées à la télévision montraient M. Besigye sur le siège avant d'une voiture de police, entouré par des policiers en tenue anti-émeute et des journalistes. La police n'a fait aucun commentaire dans l'immédiat.

Ancien médecin personnel de Yoweri Museveni dans le maquis, quand celui-ci dirigeait l'Armée de résistance nationale (NRA), Kizza Besigye était devenu chef de l'opposition en 2001.

BURUNDI Un enfant tué dans des attaques à la grenade à Bujumbura

Au moins cinq grenades ont explosé hier dans la capitale burundaise Bujumbura tuant un enfant et blessant au moins une dizaine de personnes, selon des sources concordantes.

Trois grenades, lancées par des hommes circulant à moto, ont explosé dans le quartier de Rohero, au cœur de Bujumbura, et deux autres dans un quartier du nord de la ville, Buyenzi, selon des témoins et le collectif de journalistes burundais, SOS Medias Burundi.

Un enfant âgé d'une dizaine d'années a été tué au marché de Siyoni, dans le quartier de Ngagara, au nord de la ville, a indiqué une source policière, cité par l'AFP.

Le collectif SOS Medias Burundi a indiqué qu'un enfant a été tué dans l'une de ces attaques.

Le collectif a diffusé sur son compte twitter la photo de la victime présumée, gisant dans une rue et recouvert d'une couverture.

«On ne sait pas ce qui se passe mais c'est clair, on veut nous terroriser».

J'ai déjà entendu trois explosions de grenades et ici, près du rond-point central (de Rohero), il y a eu plusieurs blessés, cinq hommes et une femme, a déclaré un habitant de Bujumbura.

Jeudi, au moins 26 personnes ont été blessées dans l'explosion d'une grenade dans un quartier populaire du centre de Bujumbura.

Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza - réélu en juillet - à un troisième mandat.

L'opposition, la société civile et une partie de son camp jugent ce troisième mandat contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2006).

Les autorités burundaises ont déjoué un coup d'Etat militaire en mai et ont brutalement réprimé six semaines de manifestations à Bujumbura, mais elles n'ont pu enrayer l'intensification des violences - désormais armées - et l'organisation de mouvements rebelles embryonnaires qui tentent de chasser M. Nkurunziza du pouvoir.

Les violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 230.000 personnes à quitter le pays, parmi lesquels de nombreux opposants, militants associatifs et journalistes, selon l'ONU.

LIBYE Formation d'un gouvernement d'union nationale, prélude au règlement de la crise

Après d'âpres discussions, le Conseil présidentiel libyen a annoncé la formation d'un gouvernement d'union nationale qu'il a soumis au Parlement reconnu, dont l'approbation va permettre l'émergence d'un cadre institutionnel légal à même de venir à bout de la crise politique et sécuritaire qui secoue la Libye.

S'il est trop tôt pour parler d'un règlement définitif de la crise libyenne, la cadence du processus s'accélère et l'espoir se dessine malgré les écueils qui restent encore importants.

Aussi, pour les observateurs, la formation d'un gouvernement d'union nationale constitue une force de dissuasion face à la montée des groupes terroristes notamment l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech).

Après des discussions soutenues, le Conseil présidentiel libyen a annoncé dimanche qu'un gouvernement d'union nationale a été formé et sa composante a été soumise à l'approbation du Parlement reconnu par la communauté internationale.

Le gouvernement sera composé de 18 membres, dont cinq ministres d'Etat et trois femmes, en regroupant les représentants de tous les groupes politiques à travers du pays.

Le Conseil présidentiel est composé de neuf membres de factions rivales libyennes et dirigé par Fayez al-Sarraj, appelé à devenir le Premier ministre selon un accord conclu sous l'égide de l'ONU.

Le parlement reconnu internationalement qui siège à Tobrouk, dans l'est de la Libye, devrait voter hier ou aujourd'hui pour approuver ou non le gouvernement d'union nationale.

Un premier gouvernement de 32 ministres avait été rejeté le 25 janvier par le Parlement reconnu, jugeant entre autres le nombre de postes ministériels élevés.

Echos favorables parmi la communauté internationale

Après avoir annoncé la formation du gouvernement, le porte-parole du Conseil présidentiel, Fathi al-Mejebri, a déclaré: «Nous espérons que cela sera le début de la fin du conflit en Libye».

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, s'est félicité hier de la formation d'un gouvernement d'union nationale libyen, appelant les Libyens à saisir cette chance en vue de ramener la paix dans le pays.

«La caravane de la paix a bel et bien pris sa route pour le peuple libyen», a déclaré M. Kobler après



l'annonce par le Conseil présidentiel libyen de la liste formant le gouvernement libyen. Il s'agit, soutient l'émissaire onusien, d'une chance unique pour rétablir la paix en Libye et qu'il faut absolument saisir.

Autre écho favorable, des dirigeants européens ont appelé le Parlement à reconnaître rapidement le gouvernement d'union pour qu'il puisse être mis en place «très prochainement». «J'espère que la Libye pourra avoir un gouvernement pleinement opérationnel très prochainement», a déclaré la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, en arrivant à une réunion des 28 ministres des Affaires étrangères de l'Union à Bruxelles. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a espéré que cette assemblée donnera son feu vert «cette semaine». «Cela serait un immense pas en avant en vue d'une pacification du conflit politique et un moyen de rétablir l'Etat» dans le pays, a-t-il fait valoir.

Un gouvernement d'union seul en mesure de rétablir l'ordre

Les grandes puissances estiment que seul un gouvernement d'union nationale peut constituer un interlocuteur fiable pour combattre l'EI, qui s'est implanté à Syrte (à 450 km à l'est de Tripoli), et dont les effectifs s'élèvent à 5000 selon les estimations de l'administration américaine.

Les Occidentaux, inquiets de l'installation d'un bastion de l'EI à 300 kilomètres seulement de l'Europe, se disent prêts à contribuer au rétablissement de la sécurité en Libye à condition qu'un gouvernement

d'union nationale en fasse la demande.

Les Européens avaient signifié au printemps dernier, après le lancement des pourparlers sous l'égide de l'ONU visant à réunifier pays, leur intention d'aider un nouveau gouvernement d'unité à asseoir son autorité, proposant une enveloppe d'aide de 100 millions d'euros.

Le gouvernement, s'il est adopté, pourra également discuter avec les pays concernés de la meilleure option pour juguler l'émigration clandestine vers l'Europe à partir des côtes libyennes.

Dans cette lancée, les pays voisins de la Libye devraient se réunir prochainement à Tunis pour «coordonner leurs efforts sur le dossier libyen» a annoncé dimanche le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, au terme d'un entretien avec le ministre tunisien des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, en visite de travail en Algérie.

Une «convergence de vues» a été relevée à l'occasion de cet entretien, concernant la nécessité d'un règlement de la crise dans ce pays à travers l'installation au plus vite d'un gouvernement d'union nationale qui siègera à Tripoli et aura de larges prérogatives pour remettre de l'ordre dans ce pays». La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar El-Gheddafi en 2011 et deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée à Tobrouk dans l'Est.

SÉCURITÉ EN AFRIQUE Des dirigeants africains appellent au développement inclusif

L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et d'autres dirigeants africains ont appelé dimanche à un «développement inclusif» pour assurer la sécurité sur le continent, en particulier face à une population jeune importante.

«Le défi le plus urgent est de créer suffisamment d'emplois pour les jeunes du continent», a déclaré M. Annan dans un discours à la Conférence sur la sécurité de Munich, en Allemagne. Il a noté des «progrès encourageants» que l'Afrique a fait, y compris baisse de l'extrême pauvreté et de la mortalité, la croissance solide de l'économie et l'éducation primaire universelle, mais a ajouté que le développement de l'Afrique n'était pas assez inclusif. «En fait, l'Afrique est devenue le deuxième continent le plus inégal dans le monde, selon la Banque africaine de développement», a déclaré M. Annan, affirmant que

l'échec dans le partage des dividendes de croissance a poussé des jeunes désespérés vers des groupes armés.

«Vous ne pouvez pas avoir la paix sans sécurité, et vous ne pouvez pas avoir la sécurité sans développement inclusif», a-t-il souligné. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'âge médian de la population est au-dessous de 20 ans. Hassan Sheikh Mohamud, président de la Somalie, a déclaré que la majorité de la population somalienne avaient moins de 35 ans. Ces jeunes gens, cependant, manquent d'opportunité et de compétences nécessaires pour gagner leur vie. «La plupart des éléments d'Al Shabaab (groupe terroriste somalien affilié au réseau terroriste international Al-Qaïda) ne sont pas là pour des raisons idéologiques.

Ils sont là pour des raisons économiques», a-t-il noté.

APS

SYRIE

Obama demande à Poutine de mettre fin aux frappes russes

Le président américain Barack Obama a demandé à son homologue russe Vladimir Poutine de mettre fin aux frappes de l'armée russe en Syrie contre des groupes armés, conformément à l'accord international conclu à Munich jeudi, a indiqué dimanche la Maison-Blanche.

Dans un appel téléphonique samedi entre les deux chefs d'Etat, M. Obama «a souligné qu'il était dorénavant important que la Russie joue un rôle constructif en cessant sa campagne aérienne en Syrie», selon un communiqué de la présidence américaine.

Les deux dirigeants, dont la conversation téléphonique avait déjà été rapportée dimanche par le Kremlin, ont «discuté des décisions et des accords conclus le 11 février lors de la réunion à Munich du Groupe international de soutien à la Syrie (ISSG)», a expliqué la Maison-Blanche.

MM. Obama et Poutine ont «insisté sur l'importance de mettre en oeuvre rapidement un accès humanitaire aux zones assiégées en Syrie et d'amorcer une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire national syrien».

Les 17 pays et trois organisations multilatérales réunis au sein du ISSG, sont convenus jeudi soir à



Munich d'une «cessation des hostilités» en Syrie d'ici une semaine et d'ouvrir des accès humanitaires aux villes assiégées.

Au terme de leur conversation téléphonique, les présidents Obama et Poutine, dont les gou-

vernements sont en froid depuis plus de trois ans sur les dossiers syrien et ukrainien, sont «tombés d'accord pour rester en communication à propos du travail important du ISSG», selon la Maison Blanche.

La Turquie dément des informations sur l'envoi de soldats turcs en Syrie

La Turquie, par la voix de son ministre de la Défense, Ismet Yilmaz dément des accusations de Damas selon lesquelles l'armée turque a envoyé des troupes sur le sol syrien.

«Ce n'est pas vrai. Nous n'avons pas l'intention d'envoyer des troupes en Syrie», a déclaré le ministre turc dimanche soir au Parlement, selon l'agence de presse turque Anatolie.

Dans une lettre adressée à l'ONU, le gouvernement syrien a accusé dimanche la Turquie d'accorder un soutien militaire aux rebelles.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a affirmé que «douze camions chargés d'armes et de munitions sont passés de Turquie en Syrie escortés d'une centaine

d'hommes armés, dont des soldats turcs et des mercenaires turcs». Par ailleurs et à propos de l'envoi d'aéronefs saoudiens en Turquie, M. Yilmaz a indiqué que quatre avions de combat F-16 étaient attendus rapidement sur la base turque d'Incirlik (sud), conformément à un accord conclu entre les deux pays.

«Ce déploiement s'inscrit dans le cadre de la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis», a ajouté M. Yilmaz.

Samedi, le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu avait affirmé que la Turquie et l'Arabie saoudite pourraient mener une intervention terrestre contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) en territoire syrien.

PALESTINE

L'occupant israélien commence à construire 1.800 maisons en Cisjordanie

Les autorités d'occupation israéliennes ont commencé à construire 1.800 maisons en Cisjordanie, destinées aux colons juifs, a indiqué dimanche l'ONG «Peace Now».

Selon un rapport de Peace Now, 69% des bâtiments sont construits dans les colonies isolées, situées dans les zones qu'Israël veut évacuer en prélude à la conclusion d'un accord de paix avec les Palestiniens.

Par ailleurs, la préparation d'un plan qui vise à construire 734 unités d'habitation a été achevée et les travaux de construction devrait débuter prochainement.



265 unités d'habitation avaient été construites dans les «avant-postes illégaux», terme qu'Israël utilise

pour décrire les colonies juives dont la construction n'est pas autorisée.

Pourtant, toutes les colonies sont illégales aux

termes de la loi internationale.

Bien que le gouvernement ait déclaré geler la construction, les travaux sur le terrain se poursuivent, a indiqué Peace Now.

Depuis 2009, selon le rapport de Peace Now, Israël a construit des appartements pour environ 40.000 nouveaux colons «qui pourraient être évacués en cas d'un accord sur le statut permanent».

Peace Now a aussi reproché à Israël de créer des obstacles sur le terrain pour rendre plus difficile la conclusion d'un accord de paix.

28 Palestiniens blessés lors d'une incursion israélienne en Cisjordanie

Vingt-huit Palestiniens ont été blessés hier par des tirs de l'armée d'occupation israélienne qui a effectué une incursion dans le camp de réfugiés d'al-Amari en Cisjordanie occupée, ont rapporté des médias.

Les forces d'occupation ont fait incursion dans le camp d'al-Amari à Ramallah, situé à l'entrée de la ville où siège l'Autorité palestinienne.

Une fois entrés dans les ruelles d'al-Amari, les soldats

ont tiré des balles et des grenades lacrymogènes et assourdissantes, a-t-on précisé.

Le ministère de la Santé palestinien a fait état de 28 blessés par balles, dont un touché à la tête.

Les territoires palestiniens occupés sont en proie depuis plus de quatre mois à une vague d'agressions israéliennes qui a fait plus de 166 morts, selon des chiffres officiels palestiniens.

GRANDE DISTRIBUTION EN FRANCE

Le gouvernement dicte ses règles

Cherbal E.-M.

Le gouvernement français passe à l'offensive dans sa quête du «contrôle» du rapport entre les producteurs et distributeurs. «Une perquisition a eu lieu le 9 février dernier dans les locaux de Carrefour France à Massy au sujet de certaines négociations commerciales en cours» apprend la presse française de la direction de ce groupe de grande distribution qui ajoute que «Carrefour attache la plus grande importance à l'application de la réglementation en toutes circonstances. Si des manquements étaient avérés, le groupe Carrefour en tirerait toutes les conséquences et prendrait les mesures qui s'imposent», le tout repris par l'agence Reuters. Au moment où se préparent les négociations commerciales entre les différents partenaires, et que se profile le Salon international de l'Agriculture, le gouvernement français entend peser de tout son poids pour aider les filières de production et notamment les agriculteurs pour les préserver des pratiques abusives des mastodontes de la distribution. A l'issue d'une réunion tenue la semaine écoulée entre des représentants du gouvernement, notamment les ministres de l'Agriculture et de l'Economie, et des représentants de l'industrie agroalimentaire et des producteurs agricoles, un communiqué publié par le ministère de l'Economie donnait ainsi le ton : «Au vu de la situation particulièrement grave dans laquelle se trouvent les éleveurs français, les ministres ont indiqué très clairement aux entreprises de la distribution et de la transformation qu'il n'était pas acceptable que les négociations commerciales conduisent en 2016 à des baisses de prix pour les filières en difficulté, en particulier pour les produits laitiers, alors même que la majorité de nos concitoyens se déclare prête à les soutenir à travers leurs actes de consommation», peut-on lire sur www.franceinfo.fr.

La descente effectuée dans les entrepôts de Carrefour dans la banlieue parisienne est confirmée par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui a admis avoir perquisitionné une enseigne suite à une plainte de fournisseurs qui se plaignent de voir la marque Carrefour «leur imposer comme préalable à la négociation au titre de 2016 le versement d'une remise d'un montant significatif non négociable», rapporte Reuters en rappelant que l'exécutif français «a menacé vendredi la grande distribution et les industriels de durcir la réglementation encadrant les négociations commerciales avec les producteurs agricoles si la campagne 2016 devait se traduire par des baisses de prix».

La loi Macron, relative à «la croissance et l'activité et l'égalité des chances économiques», adoptée il y a une année, «prévoit la possibilité d'amendes allant jusqu'à 5% du chiffre d'affaires des entreprises en cas de pratique abusive», note l'agence britannique.

Le durcissement de la position du gouvernement français vient dans un contexte particulier marqué notamment par des manifestations, à coups d'éclat, des agriculteurs qui ont pris pour cible les enseignes de la grande distribution pour faire entendre leur appel pour des solutions à la dégradation des cours des produits agricoles.

CEM

Le film *Babor Casanova* de Karim Sayad primé au Festival international du court-métrage de Clermont-Ferrand

Le film documentaire «*Babor Casanova*» du réalisateur algérien Karim Sayad a reçu le «Prix Etudiant de la Jeunesse» du 38e Festival international du court-métrage de Clermont Ferrand (Centre de la France), qui a pris fin samedi, rapporte la presse française.

«*Babor Casanova*», 35 mn, était en compétition internationale dans la catégorie court métrage avec d'autres films d'une cinquantaine de pays dont les Etats-Unis, l'Islande, l'Australie et le Chili.

Le Grand Prix international de cette édition a été attribué au film «*Les Choses simples*» du Chilien Alvaro Anguita, portrait d'une jeune femme qui vit avec sa mère atteinte d'Alzheimer, alors que le Prix spécial du jury international est revenu à «*La Balgnoire*» de l'Allemand Tim Elrich.

Sorti en 2015, «*Babor Casanova*», premier film du réalisateur raconte l'histoire de deux jeunes supporters d'un Club sportif algérois, cloîtrés entre un parking informel et le stade, où ils se rendent le week-end soutenir leur équipe favorite.

Le film a participé à plusieurs manifestations cinématographiques, le Festival du film de Locarno (Suisse, 2015), les 27es Journées cinématographiques de Carthage (JCC, Tunisie) et récemment aux 6es Journées cinématographiques d'Alger (JCA), entre autres. Plus de 160 films issus d'une soixantaine de pays étaient en compétition pour cette édition qui a accueilli quelque 160.000 spectateurs, selon les organisateurs. La prochaine édition du festival de Clermont-Ferrand se tiendra du 3 au 11 février 2017.

Le film *Deadpool* occupe la tête du box-office nord-américain

Le film *Deadpool*, anti-héros de Marvel adepte de l'humour noir s'est emparé de la tête du box-office nord-américain avec 135 millions de dollars de recettes pour son premier week-end à l'affiche, selon les chiffres provisoires publiés dimanche par la société Exhibitor relations.

Il s'agit du meilleur départ «jamais réalisé pour un mois de février et pour un film marqué R (interdit aux moins de 17 ans, ndr)», explique Paul Dergarabedian de la société Rentrak, précisant qu'en ce week-end de trois jours aux Etats-Unis, le film pourrait atteindre 150 millions de dollars de recettes. Il détrône «*Kung Fu Panda 3*», qui suit dans ce troisième opus le panda Po dans ses retrouvailles avec sa famille, mais qui doit sauver le kung fu en affrontant un puissant ennemi. Le dessin animé récolte 19,6 millions de dollars pour sa troisième semaine sur les écrans, pour un total de 93 millions. La comédie «*Célibataire, mode d'emploi*» de l'Allemand Christian Ditter, avec notamment Dakota Johnson, monte sur le podium pour sa première semaine de sortie, avec 18,7 millions de recettes. Autre nouveauté, la comédie américaine «*Zoolander 2*», de Ben Stiller avec Owen Wilson et Penélope Cruz, a engrangé 15,6 millions pour se placer en quatrième position.

Elle devance «*The Revenant*», auréolé de trois Golden Globes et grand favori pour les Oscars avec 12 nominations, qui prend 6,9 millions après huit semaines à l'affiche, pour des recettes totales de 159 millions.

Dans la deuxième partie du top 10 :

6. «*Ave César*», comédie loufoque des frères Coen amasse 6,5 millions (21,3 millions après deux semaines)

7. «*Star Wars: Le Réveil de la Force*» prend 6,1 millions pour un total astronomique de 915 millions en neuf semaines.

8. «*The Choice*», drame romantique sur une relation amoureuse naissante récolte 5,2 millions (13,2 millions en deux semaines).

9. «*Mise à l'épreuve 2*», un comédie policière gagne 4,1 millions (82,6 millions en cinq semaines).

10. «*The Boy*», un film d'horreur, avec 2,9 millions (30,8 millions en quatre semaines).

APS

EL-BAYADH : Accorder aux élèves l'accès gratuit aux bibliothèques principales de lecture publiques

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a mis l'accent, hier à El-Bayadh, sur la nécessité de prévoir pour les élèves l'accès gratuit aux bibliothèques principales de lecture publiques.



"Il est important que l'enfant scolarisé, puisse disposer d'une carte d'accès gratuit aux bibliothèques principales de lecture publique", a affirmé le ministre, lors de l'inauguration de la bibliothèque principale de lecture publique d'El-Bayadh.

La démarche devra s'effectuer en coordonnant les efforts avec ceux du secteur de l'Education nationale, à travers l'accord sur un programme ciblant les établissements éducatifs par le canal duquel devront être attribuées ces cartes à leurs élèves, a-t-il précisé.

Le but recherché est d'ancrer chez l'enfant la perception du souci de l'Etat de son épanouissement et d'amener ses parents à l'accompagner à la bibliothèque, a souligné M.Mihoubi tout en invitant les responsables des bibliothèques à susciter une émulation des élèves autour de thème divers, tels que l'écriture sur la Nation, la mère ou la description de la ville.

Il s'agit au-delà d'ancrer chez l'enfant la passion du livre, de susciter chez lui la réflexion et l'innovation, a soutenu le ministre avant d'appeler à lier l'enfant à sa région, dans sa dimension nationale et inter-

nationale, dans une démarche visant à la fois son ouverture sur le monde et la formation de sa personnalité.

Une approche qui se verra confortée par la dynamisation de la scène culturelle et l'ouverture d'espaces d'échanges intellectuels, animées par des spécialistes dans le domaine intellectuel, historique et culturel, a-t-il ajouté.

Le ministre a, dans ce cadre, appelé les responsables de ce nouvel édifice culturel à enrichir son fond documentaire par des thèses universitaires, les compilations de CD réalisés dernièrement par le ministère des Moudjahidines sur l'Histoire de l'Algérie, ainsi que par d'autres œuvres éducatives, notamment des CD, réalisées pour le compte du secteur de l'Education nationale. Lors de cette visite de travail dans la wilaya d'El-Bayadh, M.Mihoubi a procédé au lancement du projet d'une annexe du centre national de recherches préhistoriques et anthropologiques et historiques, afin d'identifier et inventorier le riche patrimoine, matériel et immatériel, de la wilaya. Le projet figure parmi les 20 autres du même type projetés à travers le

pays à l'horizon 2020, a-t-on expliqué. Auparavant, le ministre a visité le mausolée du saint patron Sidi Abdelkader Ben Mohamed, dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, et la zaouia Chikha, ou d'amples informations lui ont été fournies sur les liens étroits entre la zaouia et les mouvements de résistance des Ouled Sidi Cheikh et de Cheikh Bouamama.

Dans la même commune, il s'est enquis de la propriété dont s'est déistée l'association catholique (Les Petits frères), d'une superficie de 13.704 m2 et qui remonte à 1934, et a appelé les instances concernées à en faire un espace culturel au service de la population locale, de préférence un musée qui retrace l'Histoire de la région et ses repères civilisationnels et spirituels.

A la maison de la Culture Mohamed-Belkheir, au chef-lieu de wilaya, le ministre a inspecté les différentes structures et s'est enquis du projet de réalisation d'une salle de spectacles de 800 places dont il a appelé à veiller dans sa construction au respect du cachet architectural de la maison de la culture.

Inauguration de l'exposition «L'art du livre islamique» à l'université Alger I

Une exposition de reproductions de manuscrits et de dessins du monde arabo-musulman, intitulée «L'art du livre islamique», issues de la collection de l'université néerlandaise de Leiden, s'est ouverte dimanche à l'Université Alger I. Organisée par l'ambassade du Royaume des Pays-Bas, cette exposition compte une quarantaine de reproductions dédiées à la calligraphie du coran, au livre scientifique arabe, aux illustrations de livre par la miniature ou encore aux décorations. Intitulée «La calligraphie du coran», cette première partie de l'exposition se compose de fragments de pages

d'anciens exemplaires du coran datant du VIIe siècle écrits en coquille sur des parchemins, ainsi que d'exemplaires datés du XIIe et du XIVe siècle originaires du Maroc et d'Inde.

D'autres pièces rares dans le domaine scientifiques sont également exposées dans les allées de la bibliothèque de l'université dont une traduction de l'ouvrage botanique disparu «*Materia Medica*» datant du 1er siècle. Cette traduction du début du Xe siècle est la seule copie existante. Dans cette section de l'exposition des reproductions d'ouvrages scientifiques comme «*Le livre des méthodes médicales*» de Abu El

Qasim Al Zahrawi (XVe siècle) ou «*La géographie*» d'Al Istakhtî (XIIe siècle) sont également exposés. Des reproductions de textes littéraires et de poésie illustrés de miniatures d'origine persane mettent en avant l'art de l'illustration dans des ouvrages datant du XIIe et du VIIe siècle. L'art de la décoration est également mis à l'honneur par des couvertures de livres anciens, des ornements de portes photographiés en Egypte au Maroc et des vêtements en faïences de plusieurs tombeaux en Turquie. Des reproductions des dessins du «*Livre des prières*» d'Al Jazuli et des photographies de pan-

neaux de carreaux de faïences illustrant les Lieux saints de l'Islam témoignent également de la beauté de l'art de la miniature au XVIe siècle. Les 41 reproductions exposées proviennent de la collection de l'université néerlandaise de Leiden qui cumule en 400 ans d'études en langues et cultures orientales une collection de quelques 4.000 manuscrits en langue arabe et plus de 2.000 manuscrits en perse et en turc ottoman. précise l'universitaire Petra Sijpesteijn. Inaugurée dimanche, l'exposition «L'art du livre islamique» se poursuit jusqu'au 17 avril prochain à la bibliothèque de l'université Al-

BOUMERDÈS : Plaidoyer pour la traduction des œuvres de Rachid Mimouni vers l'arabe et le tamazight

Les participants à une rencontre sur le romancier Rachid Mimouni ont plaidé, dimanche à Boumerdès, pour la nécessité de traduire des œuvres littéraires du défunt vers les langues arabe et amazighe.

«Il est impératif de traduire les œuvres du défunt et de les mettre à la disposition des générations montantes», ont insisté les participants à cette rencontre, organisée dans la ville de Boudouaou, lieu de naissance de Rachid Mimouni, à l'occasion de la commémoration du 21e anniversaire de sa disparition. Pour le romancier Djilali Khellal, il est «absurde que des pays à travers le monde profitent des créations de ce romancier et les traduisent dans leurs langues, au moment où nous en Algérie sommes spectateurs de la perte des œuvres de l'un des plus grands hommes de lettres de l'histoire de l'Algérie», a-t-il déploré, dans une déclaration à l'APS en marge de cette rencontre. «Sur l'ensemble de son œuvre écrite en langue française, seuls trois (3) romans ont été traduits vers la langue arabe», a-t-il ajouté. De son côté, l'univer-

sitaire d'Alger Mohamed Sari a estimé dans sa lecture du roman de Mimouni «*Une peine à vivre*», que cet écrivain s'inscrit dans la lignée des géants de la littérature algérienne, avec son «style poétique et fort, doublé d'une étude psychologique profonde des héros de ses romans, en dépit du fait qu'il soit issu d'un milieu social non propice à la créativité». «Les romans de Rachid Mimouni demeureront parmi les plus beaux textes de la littérature algérienne d'expression française», a-t-il ajouté. Une autre intervention du dramaturge Omar Fetmouche intitulée «*Le fleuve détourné: du roman aux planches*» a mis l'accent sur l'impératif, pour les hommes du théâtre de s'intéresser aux œuvres de Mimouni «pour leur adaptation au théâtre, vue leur grande richesse». Il a rappelé, à cet effet, le grand succès du roman «*Le fleuve détourné*» lors de son adaptation en 2006 au théâtre. Cette œuvre théâtrale, qui a bénéficié de plus de 160 représentations, à travers le pays, a obtenu le premier prix au Festival national du théâtre

professionnel. La rencontre sur Rachid Mimouni, organisée à l'initiative de la direction de la Culture de Boumerdès, vise à faire la «promotion de la littérature algérienne d'expression française, à travers notamment l'œuvre de cet écrivain romancier, tout en offrant l'opportunité à la découverte de jeunes talents», a estimé le directeur de la Culture, Feghoul Djamel Eddine. Rachid Mimouni est né le 20 novembre 1945 à Boudouaou. Il suivit son cursus scolaire dans la même ville, avant l'obtention d'une licence en sciences à l'université d'Alger, puis d'une bourse pour poursuivre ses études à l'Ecole supérieure des études commerciales au Canada. Il fut nommé en 1992 en tant que membre du Conseil national de la culture, et est décédé le 12 février 1995 en France. «*Le fleuve détourné*» (1982), «*L'honneur de la tribu*» (1998), «*La ceinture de l'ogresse*» (1990), «*La peine de vivre*» (1991), «*La malédiction*» (1993) et «*La colline visitée*» (1993) figurent parmi les romans phares de Rachid Mimouni, consacrés à l'échelle mondiale.

ALGÉRIE-FRANCE

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE, TAYEB ZITOUNI :

«Une cellule pour constituer le dossier d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français en Algérie»

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a fait savoir hier qu'une cellule a été installée au niveau de son département ministériel pour constituer le dossier d'indemnisation des victimes des essais nucléaires effectués par la France dans le Grand Sud algérien entre 1960 et 1966.

Composée de spécialistes, de médecins et d'avocats, cette cellule a pour mission de contacter les parties concernées pour «établir le dossier et le déposer auprès de la commission mixte algéro-française mise en place à cet effet», a indiqué le ministre qui était l'invité de la chaîne I de la Radio nationale.

Pour le ministre, il s'agit, parlant des essais nucléaires effectués par la France dans le sud algérien, de crimes «odieux» et «impardonnables» d'autant plus que leurs effets nocifs continuent de se faire sentir et d'affecter non seulement l'environnement mais aussi la santé de la population.

Il a rappelé que des dossiers «épineux et complexes» liés aux archives, aux indemnités pour les essais nucléaires et les disparus ont été évoqués lors de sa



première visite officielle en France, se félicitant d'un «pas audacieux» entrepris dans ce sens.

«L'Algérie ne renoncera jamais à ces dossiers et la relation algéro-française n'atteindra pas le niveau d'excellence souhaité tant que subsistent des dossiers liés à la Guerre de libération et à la mémoire nationale», a souligné le ministre.

JIJEL

Mise en exergue de la contribution des oulémas dans le mouvement national

La contribution des oulémas de la région de Jijel au mouvement national et la guerre de libération a été mise en avant, hier à Jijel, lors d'un séminaire de deux jours ouvert au centre culture islamique Ahmed-Hamani, a-t-on constaté.

Initiée par la direction des Affaires religieuses en collaboration avec l'Organisation nationale des enfants de chouchada (ONEC) et l'association locale «Fidélité et continuité culturelle», cette manifestation a permis de mettre en relief la participation des oulémas dans le processus de lutte de libération nationale et d'apporter des éclairages utiles aux chercheurs, aux historiens et aux jeunes générations.

Plusieurs conférences et communications ont été présentées lors de cette rencontre organisée dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du chahid (18 février de chaque année).

Cette manifestation a été également mise à profit pour honorer des familles de martyrs de la Révolution. Le rôle des zaouias lors des résistances de 1864 et de 1871, la place des zaouias dans les réformes, et les oulémas et la création des écoles libres et du mouvement associatif ont constitué les thèmes des principales interventions.

La cérémonie inaugurale a été marquée par la présence du secrétaire général de l'ONEC, Tayeb Houari, du secrétaire général de la wilaya, Ahmed Kerroum, du directeur des Affaires religieuses ainsi que d'autres responsables locaux des organisations de chouchada et de moudjahidine. «Nous ferons la Révolution, même en brûlant une allumette», lit-on dans un do-

cument d'archives consacré à la vie et à l'œuvre de l'imam-martyr Ahmed Ben Ali Oucief, dit Si Aïssa, natif de la région d'El Milia (sud-est de Jijel), connu pour être l'un des premiers partisans convaincus du déclenchement de la guerre de libération nationale dans cette contrée naguère décriée «zone interdite» par l'armée d'occupation.

S'agissant du thème inscrit à l'ordre du jour, les conférenciers ont été unanimes à rappeler le rôle «éminent» et la contribution des oulémas de la région de Jijel dans le mouvement national, en débattant, entre autres, autour de l'émergence du mouvement national, de la montée des partis nationalistes, de leur action légale et clandestine, et de la maturation du mouvement national.

Approché par l'APS en marge des travaux de la première journée, Abdellatif Sofiane, professeur d'histoire à l'université Oran 1, a indiqué que les oulémas, les zaouias et les mdersas «ont été d'un apport précieux pour forger l'esprit nationaliste et mobilisateur du citoyen dans le processus engagé de lutte pour le recouvrement de la souveraineté nationale», citant à titre d'exemple, les noms de Moubarak El Mili et d'Abdelhamid Ben Badis, l'homme fort du mouvement.

Une dizaine de communications devaient être présentées lors de cette rencontre ponctuée par une exposition d'archives de photos du prochain film de mémoire signé Ahcène Osmani, «Les Lions d'Algérie».

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger.
Circonscription administrative de Sidi M'hamed.
Commune d'El-Mouradia
NIF : 41 000200001608501026

AVIS D'ANNULATION D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 10-236 du 07/10/2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ; le Président de l'assemblée populaire communale d'El-Mouradia, déclare l'annulation de l'appel d'offres national restreint N°03/2015 relatif :

- 1ère opération : Travaux de réfection des trottoirs de l'avenue Shekspear-El Mouradia-
- 2ème opération : Travaux de réfection des trottoirs de la rue des Cedres-El Mouradia-
- 3ème opération : Travaux de réfection des trottoirs de la rue des Frères Aoudia et rue Adjacente-El Mouradia-

Paru dans les journaux nationaux suivants:

- *DK NEWS
- *El maoued
- *Bomop

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA
DAIRA DE BLIDA
COMMUNE DE BLIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°.. 66 . /2016

La Commune de Blida lance un avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°.. 66 .../2016 Pour l'acquisition d'une niveleuse.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres national Ouvert peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la commune de BLIDA contre paiement d'une somme de mille (1000.00 DA) Dinars pour frais de tirage.

Les offres sont accompagnées des pièces suivantes :

Offre Technique :

- 01 La déclaration à souscrire selon le modèle joint
- 02 Le registre de commerce .
- 03 Déclaration de probité selon modèle joint
- 04 L'extrait de rôle en règle .
- 05 Statut de l'entreprise
- 06 Carte d'identification statistique (NIS) .
- 07 Carte d'immatriculation fiscale (NIF) .
- 08 Pour les sociétés, une copie de l'acte constitutif.
- 09 Attestation de mise à jour CNAS . (copie)
- 10 Attestation de mise à jour CASNOS . (copie)
- 11 Un extrait de casier judiciaire du soumissionnaire en cours de validité (originale).
- 12 La proposition technique de l'Equiment
- 13 Les catalogues des équipements.
- 14 Les bilans comptables des trois dernières années visés par les services des impôts 2012/2013/2014.
- 15 Le présent cahier des clauses générales dûment signé et paraphé par le soumissionnaire et qui ne doit porter le montant du marché.
- 16 Attestation de dépôt de comptes sociaux année 2014.
- 17 Attestation de bonne exécution délivrée par des maîtres d'ouvrages publics.

Offre financière :

- ❖ La lettre de soumission selon le modèle ci-joint
 - ❖ Bordereau des prix unitaires
 - ❖ Le devis quantitatif et estimatif de l'offre
- Les offres Techniques et Financières doivent être déposées dans deux enveloppes séparées et introduites dans une enveloppe extérieure fermée et anonyme ne portant que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°.. 66 . /2016

Acquisition d'une niveleuse

« A ne pas ouvrir »

- Adressé à Monsieur Le Président de L'Assemblée Populaire Communale de Blida
La date de dépôt des offres est fixée au 21 eme jour à compter de la 1ère parution du présent avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP avant 12h 00. Si la date de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un week-end, la date sera le jour « ouvrable » qui suit.
- Les soumissionnaires sont cordialement invitées à la séance d'ouverture des plis programmée le jour de la date de dépôt des offres à 14h00. Si la date d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un week-end, la date sera le jour qui suit.
- Le délai de préparation des offres augmentées de 03 trois mois ,durant cette période les soumissionnaires resteront engagées par leur offres a compter de la date de dépôt des offres en vertu de disposition de l'article n 65 du décret présidentiel 10/236 du 07/10/2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics ne sont pas admises à soumissionner au présent marché.

PROGRAMME DU JOUR

TF1

06:25 : TFou
08:25 : Météo
08:30 : Téléshopping
09:20 : Météo
09:25 : Petits secrets entre voisins
09:55 : Petits secrets entre voisins
10:25 : Petits secrets entre voisins
10:55 : Petits secrets en famille
11:20 : Petits secrets en famille
11:55 : Petits plats en équilibre
12:00 : Les douze coups de midi
12:50 : L'affiche du jour
13:00 : Journal
13:35 : Petits plats en équilibre
13:45 : Météo
13:55 : Les feux de l'amour
15:15 : Le profil de la honte
17:00 : L'addition, s'il vous plaît
18:00 : Bienvenue chez nous
19:00 : Money Drop
19:55 : Météo
20:00 : Journal
20:35 : My Million
20:40 : Météo
20:45 : C'est Canteloup
20:55 : Person of Interest
21:45 : Person of Interest
22:40 : Person of Interest
23:30 : Chicago Police Department

2

06:25 : Point route
06:30 : Journal
06:35 : Télématin
06:57 : Météo 2
07:00 : Journal
07:10 : Télématin (suite)
08:00 : Journal
08:10 : Télématin (suite)
09:25 : Dans quelle éta-gère
09:35 : Amour, gloire et beauté
10:00 : L'atelier déco
10:45 : Météo outremer
10:55 : Motus
11:25 : Les Z'amours
11:55 : Tout le monde veut prendre sa place
12:55 : Météo 2
13:00 : Journal
13:50 : Météo 2
13:51 : Consomag
13:55 : Expression directe
14:00 : Toute une histoire
15:05 : L'histoire continue
15:40 : Comment ça va bien !
16:25 : Comment ça va bien !
17:15 : Dans la peau d'un chef
18:10 : Joker
18:50 : N'oubliez pas les paroles
19:25 : N'oubliez pas les paroles
19:55 : Météo 2
20:00 : Journal
20:40 : Parents mode d'emploi
20:41 : Parents mode d'emploi
20:45 : Alcaline l'instant
20:50 : Météo 2
20:55 : Les pouvoirs extraordinaires du corps humain
22:50 : Dans le secret du burn-out

3

06:00 : EuroNews
06:30 : Garfield & Cie
06:42 : Garfield & Cie
06:54 : Garfield & Cie
07:06 : Ninjago
07:33 : Ninjago
08:00 : Les lapins crétins : invasion
08:06 : Les lapins crétins : invasion
08:13 : Les lapins crétins : invasion
08:25 : Les lapins crétins : invasion
08:31 : Les lapins crétins : invasion
08:38 : Les lapins crétins : invasion
08:50 : Scooby-Doo, Mystères Associés
09:18 : Scooby-Doo, Mystères Associés
09:45 : Boule et Bill
09:57 : Boule et Bill
10:16 : Zip Zip

10:27 : Titeuf
10:34 : Peanuts
10:36 : Peanuts
10:45 : Consomag
10:50 : Midi en France
11:50 : Météo
12:00 : 12/13 : Journal régional
12:25 : 12/13 : Journal national
12:55 : Météo à la carte
13:50 : Un cas pour deux
14:55 : Questions au gouvernement
16:05 : Un livre, un jour
16:15 : Des chiffres et des lettres
16:55 : Harry
17:30 : Slam
18:10 : Questions pour un champion
19:00 : 19/20 : Journal régional
19:18 : 19/20 : Edition locale
19:30 : 19/20 : Journal national
19:58 : Météo
20:00 : Tout le sport
20:20 : Météo régionale
20:25 : Plus belle la vie
20:55 : La loi d'Alexandre
22:40 : Météo
22:45 : Grand Soir 3
23:20 : Le divan de Marc-Olivier Fogiel

CANAL+

06:50 : Le JT du Grand Journal
07:15 : Le grand journal
08:05 : Les Simpson
08:25 : Cinéma : The Cut, la blessure
10:40 : La semaine de Stéphane Guillon
10:50 : Cinéma : A trois, on y va
12:15 : Mon oncle Charlie
12:38 : Importantissime, les coulisses de l'émission
12:45 : La nouvelle édition
14:05 : Carte blanche
14:07 : Homeland
15:00 : Homeland
15:50 : Cinéma : Night Run
17:42 : Bloqués
17:45 : Mon oncle Charlie
18:05 : Mon oncle Charlie
18:25 : Album de la semaine
18:35 : Importantissime, les coulisses de l'émission
18:41 : Carte blanche
18:45 : Le JT du Grand Journal
19:10 : Le grand journal
20:10 : Le petit journal
20:50 : Les Guignols
21:00 : Cinéma : Cendrillon
22:40 : Cinéma : Loin des hommes

M

06:00 : M6 Music
06:40 : Spirou et Fantasio
07:00 : Matt et les monstres
07:05 : Les p'tits cuistots
07:10 : Les p'tits cuistots
07:20 : Docteur La Peluche
07:45 : Miles dans l'espace : les messages de Miles
07:50 : Princesse Sofia : il était une fois une princesse
08:40 : K3
08:50 : Alvin !!! et les Chipmunks
09:00 : M6 boutique
10:10 : Drop Dead Diva
10:50 : Drop Dead Diva
11:45 : Drop Dead Diva
12:40 : Météo
12:45 : Le 12.45
13:10 : Scènes de ménages
13:38 : Astuces de chef
13:40 : Météo
13:45 : Un jour mon prince viendra
15:45 : Mariage par correspondance
17:25 : Les reines du shopping
18:40 : Chasseurs d'appart'
19:40 : Météo
19:45 : Le 19.45
20:10 : Scènes de ménages
20:55 : Garde à vous
23:00 : Garde à vous, les dessous du service
23:40 : Les docs de l'info

La sélection

TF1

20h55

Person of Interest



l'usine Carrow. Leslie Thompson, la gérante de l'usine, semble en savoir plus.

Saison 4 épisode 13. Reese et Root poursuivent leur enquête dans une petite ville de l'Etat de New York, Maple, où le véhicule qui la transportait a été repéré. Ils tentent de savoir si Sam est toujours en vie et comment lui porter secours. Les investigations de Fusco les mènent à comprendre que leur amie pourrait être retenue dans la plus importante entreprise de la ville,

2

20h55

Les pouvoirs extraordinaires du corps humain

Un an et demi après leur aventure aux Etats-Unis, le duo reprend la route en France et en Espagne. Avec des scientifiques reconnus dans le monde entier, il expérimente des situations troublantes afin de comprendre les dernières avancées sur le cerveau humain. Adriana prend par exemple le contrôle du corps de Michel, et inversement. Les deux acolytes découvrent aussi quelle est leur forme d'intelligence parmi les huit récemment établies par la science. Avec des comédiens, ils tentent également de décrypter les émotions des autres grâce aux expressions du visage. A Tolède, en Espagne, Adriana et Michel vont participer aux championnats internationaux de la mémoire.



3

20h50

La loi d'Alexandre



connu et conçu pendant l'idylle qu'il a eue avec sa mère, serait sa fille. Alexandre va se débattre pour prouver - contre toute vraisemblance - l'innocence de Julia.

Le portrait de sa mère Figure admirée du barreau, Alexandre voit son existence chamboulée lorsqu'il prend la défense d'une jeune femme, Julia, accusée d'avoir tué son employeur. Elle est le sosie presque parfait d'une artiste excentrique qu'Alexandre avait aimée il y a 25 ans. Selon lui, Julia, née de père in-

CANAL+

20h55

Cendrillon

Il y a bien longtemps. La petite Ella grandit heureuse dans une famille aimante. Mais la mort de sa mère bien aimée ternit ce bonheur et la vie de la jeune femme est bouleversée, quelques années plus tard quand son père épouse en secondes noces lady Tremaine, qui emménage chez eux avec ses deux filles, Anastasia et Javotte. Alors que son père part en voyage, Ella découvre bientôt le véritable caractère de sa belle-mère et de ses demi-sœurs.



M

20h55

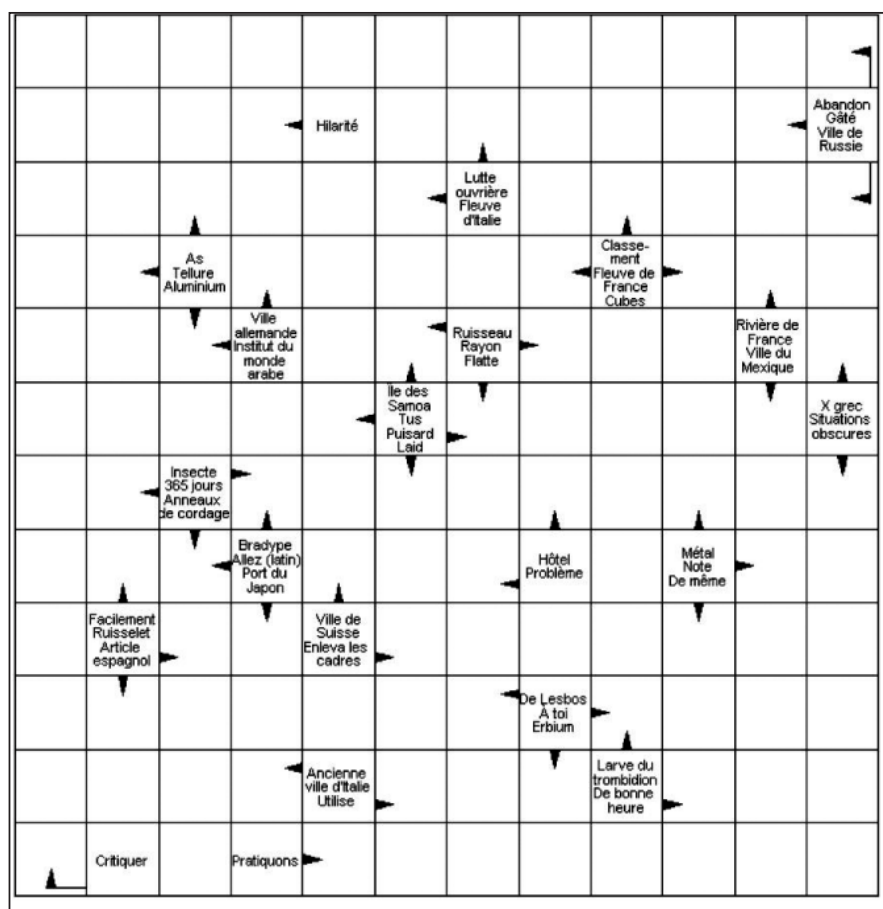
Garde à vous



Privés de leurs téléphones portables, les garçons sont accueillis par le capitaine du Fort de Charlemont, à Givet, dans les Ardennes. Puis, ils passent la visite médicale. Ils découvrent le dur quotidien du soldat : réveil à 6h30, respect des codes vestimentaires, parcours du combattant... sous les ordres de l'instructeur Marius, ex-commando Marine.

Episode 1. Jordan, Louis, Kevin, Thomas... 19 jeunes hommes, de tous milieux sociaux et de toutes origines, vivent pendant trois semaines le service militaire de leurs aînés, dans les années 1970. Comment vont-ils réagir au cadre très strict d'une formation militaire ?

Mots fléchés n°1216



Citations

*"Le doute
est père
de la
création."*

**Galilée*



C'est arrivé un 16 février

1927 : Une révolte éclate au Portugal contre le régime du Général Carmona.
1948 : Ouverture du procès du cardinal Mindszenty.
1958 : Traité créant le Benelux.
1969 : Désignation de Yasser Arafat à la tête de l'Organisation de libération de la Palestine.
1973 : Un cessez-le-feu entre en vigueur durant la guerre du Viêt Nam.
1977 : Mort du chef de l'État éthiopien Tafari Benti dans une fusillade.
1994 : La Cour de justice de La Haye attribue au Tchad la bande d'Aouzou annexée par la Libye.
2000 : Entrée en vigueur du statut de zone exempte d'armes nucléaires de la Mongolie.

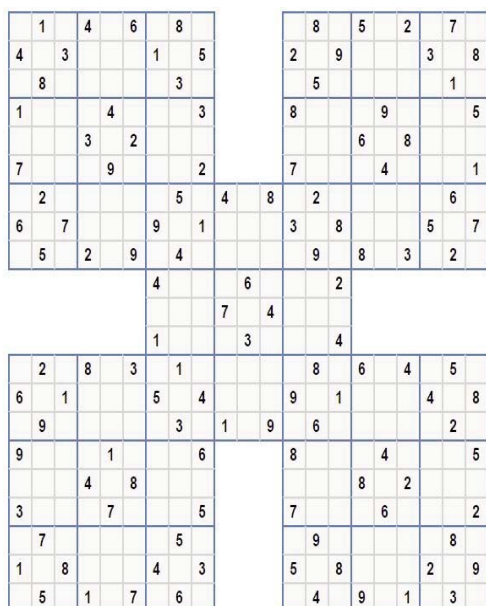
Célébrations :

- États-Unis : Four Chaplains (en) Day (Jour des Quatre Aumôniers), en mémoire de ces quatre aumôniers qui donnèrent leur vie pour sauver d'autres soldats après le torpillage du Dorchester, durant la seconde Guerre mondiale.
- Honduras : Virgen de Suyapa (es) (Vierge de Suyapa), fête de la patronne du pays.
- Japon : (Setsubun), Fête du lancer de haricots, fête nationale non chômée qui célèbre l'arrivée du printemps, déterminée autrefois selon l'ancien calendrier agricole lunaire d'origine chinoise.
- Mozambique : Dia dos Heróis Moçambicanos, Jour des Héros mozambicains, jour férié.
- Sao Tomé-et-Principe : Dia dos Mártires da Liberdade, Jour des martyrs de la Liberté.
- Thaïlande : Wan Thahan Phan Suek (th), Journée des vétérans, commémore la fondation de l'Organisation des vétérans de guerre.

Samouraï-Sudoku n°1216

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



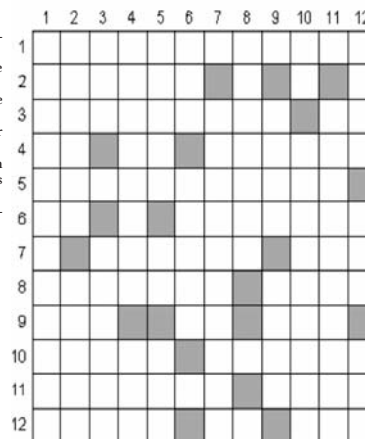
Mots croisés n°1216

► Horizontalement :

1. Qui constitue une répétition de mots
2. Gilles
3. Étude scientifique des relations entre les personnes et les machines - Interjection
4. Note - Radon - Attache-ment sexuel au parent de sexe opposé
5. Qui répand une odeur en général agréable
6. Ut - Victoire de Montgomery sur les forces germano-italiennes (Égypte-1942)
7. Anéanti - Fonds monétaire international
8. Chef-lieu de la Guyane française - Conjonction
9. Pièce de bois d'un navire - Chaussette - Peu élevé
10. Écrivain irlandais - Jour de repos
11. Trou pratiqué dans un outil - Chef-lieu de c. des Pyrénées-Orientales
12. Flatterie - Conjonction - Et cetera

► Verticalement :

1. Reptile volant
2. Station balnéaire d'Espagne - Grand-père
3. Unité de mesure de travail - Alternateur
4. Écoulement par l'oreille - Travail d'intérêt général
5. Non - Manganèse - Homme politique français
6. Volcan du Japon - Petits de la biche
7. Douces et agréables au toucher
8. Choisirai
9. Fromage de Hollande - Prêtre séculier
10. Quantité suffisante - Indicible
11. Donnant le rendement optimal
12. Aiche - Femme de lettres américaine - Tonne



7 erreurs



CYCLISME/ GRAND TOUR D'ALGÉRIE-2016

LISTE DES ÉQUIPES ENGAGÉES

Liste des équipes engagées à la 6^e édition du Grand Tour d'Algérie cycliste 2016, prévue du 4 au 28 mars prochain, avec la participation de 31 équipes représentant 22 pays dont l'Algérie sur un parcours total de plus de 3500 Km.

Liste des équipes retenues au GTAC-2016 :

- 1-Algérie (3 équipes): Equipe Nationale algérienne, Equipe Ceval, Equipe Ooredoo
- 2-Allemagne (2 équipes): Team Sauerland, Team Embracetheworld Cycling
- 3- Pays-Bas (01 équipe): Wilton-Duusport Cycling Team
- 4- Angleterre (01 équipe): Velo Schilis Interbike
- 5-Lituanie (01 équipe): Staki-Baltik Vairas
- 6-France (01 équipe): Sprinters tropéziens Team
- 7-Italie (01 équipe): Tinkoff Farm Team
- 8-Belgique (2 équipes): Veranclassic, Superano Tartaleto
- 9-Espagne (4 équipes): Speedroad Gomistar, Cartucho-Magro, Continental Dare-Gobik, Burgos-Bh.
- 10-Colombie (01): Fundation Everest
- 11-Kazakhstan (01): Vino Ever Continental
- 12-Autriche (01): Arbo Denzel Cliff
- 13-Serbie (01): Start Vaxes
- 14-Géorgie (01): Cycling Team Ziko
- 15-Koweït (01): Massi Kuwait Cycling Project
- 16-Emirats Arabes Unies (3 équipes): Sharjah Team, Al Marakeb Umm Al Quwain, Al Nasr Team Dubai
- 17-Azerbaïdjan (01): Lokomotiv Cycling Team
- 18-Tunisie: sélection nationale.
- 19-Equipe Nationale du Rwanda
- 20-Equipe Nationale de Syrie
- 21-Equipe Nationale d'Erythrée
- 22-Equipe Nationale d'Arabie Saoudite

LE TRACÉ DU TOUR

Le tracé du Grand Tour d'Algérie cycliste, prévu du 4 au 28 mars prochain, avec la participation de 31 équipes représentant 22 pays dont l'Algérie sur un parcours total de plus de 3500 km.

- Circuit international d'Alger: 4 mars 2016

Tour international d'Oran: du 5 au 7 mars

1-Alger-Ain-Defla

2-Alger-Mostaganem

3-Oran-Santa Cruz

Grand Prix d'Oran: 8 mars 2016

Tour international de Blida: du 10 au 12 mars

1-Blida-Tipasa-Mouzaia

2-Blida-Djebabra-Mouzaia

3-Zeralda-Tipasa-Chrea

Tour international de Sétif: du 13 au 16 mars

1-Alger-Blida-Médéa-Bouira

2-Sétif-Bordj Bou Arreridj-Sétif

3-Sétif-Ain Oulmane-Sétif

4-Sétif-Dhamche-Sétif

Critérium international de Sétif: 17 mars 2016

Tour international d'Annaba: du 19 au 22 mars

1-Annaba-Echatt-Annaba

2-Annaba-Guelma-Annaba

3-Annaba-Chetaibi-Annaba

4-Annaba-Berrahal-Seraidi

Tour international de Constantine: du 23 au 25 mars

1-Annaba-Skikda-Constantine

2-Constantine-Oum Bouaghi-Constantine

3-Constantine-Constantine

Circuit international de Constantine: 26 mars

Critérium international de la ville d'Alger: 28 mars

31 équipes de 22 pays au départ de la 6^e édition

Trente-et-une équipes représentant 22 pays prendront le départ de la 6^e édition du Grand Tour d'Algérie cycliste 2016, prévue du 4 au 28 mars prochain, a annoncé hier le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Rachid Fezouine.

«Trente-et-une équipes représentant 22 pays dont l'Algérie ont été officiellement retenues par la commission chargée de l'organisation pour participer à la 6^e édition du GTAC-2016, un événement sportif d'envergure internationale», a indiqué Rachid Fezouine lors d'une conférence de presse tenue à Alger, consacrée à la présentation du GTAC-2016.

La 6^e édition comprend 22 étapes avec dix épreuves inscrites autour de six wilayas étoilées: Alger, Blida, Sétif, Constantine, Annaba et Oran, à travers 450 communes.

Parmi les pays retenus pour prendre part à cette compétition figurent, entre autres, les Pays-Bas, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, les Emirats Arabes Unis et l'Espagne.

Seize équipes (16) équipes sont issues du continent

européen, une de l'Amérique du Sud, quatre de l'Asie et dix représentant l'Afrique. Parmi les pays pressentis pour prendre part à cette édition de 2016, une dizaine ont déjà pris part aux épreuves du GTAC. Par ailleurs, un quota de trois places est réservé aux équipes nationales africaines traditionnellement présentes aux différentes épreuves du Grand Tour d'Algérie cycliste.

Pour les pays africains, en plus de la Tunisie, de l'Erythrée et du Rwanda qui seront présents avec leurs sélections nationales, l'organisateur du GTAC-2016, « NSO Or-

ganisation» a invité également l'Equipe nationale d'Arabie Saoudite. L'Algérie sera représentée par trois équipes: l'Equipe nationale algérienne, l'Equipe Ooredoo et l'Equipe Ceval. Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de l'UCI, le Tour d'Algérie est régi par les règlements de la FAC et ceux de l'Union Cycliste Internationale. Il est placé sous le contrôle d'un commissaire de course et d'un inspecteur antidopage. Les Tours inscrits au GTAC-2016 sont: Tour d'Oran, d'Annaba, de Constantine, de Sétif et de Blida.

Un plateau royal pour la 6^e édition

La sixième édition du Grand Tour d'Algérie cycliste 2016, prévue du 4 au 28 mars prochain, offre un plateau royal pour les adeptes de la petite reine avec la présence des équipes professionnelles de renommée mondiale ayant déjà participé aux différents événements cyclistes internationaux.

Le coup de starter de la plus longue épreuve du monde sera donné le 4 mars prochain avec l'organisation du circuit international d'Alger, la première des dix épreuves inscrites au programme du GTAC-2016 qui comprend 22 étapes.

«La Fédération algérienne de cyclisme et l'organisateur du GTAC-2016, la société Nord-Sud Organisation (NSO), travaillent d'arrache-pied pour être prêt le jour J. Tous les moyens nécessaires pour le bon déroulement de cette 6^e édition seront réunis», a déclaré Rachid Fezouine, président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), lors

d'une conférence de presse animée au Palais de la culture d'Alger, consacrée à la présentation du GTAC-2016. Après avoir mis en exergue les efforts consentis par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour l'organisation du GTAC-2016, le président de la FAC a demandé «le soutien de tous les partenaires pour faire de cette 6^e édition, un événement incontournable du cyclisme mondial.»

«Le Grand Tour d'Algérie cycliste est devenu une compétition très attendue par les pays participants dont le nombre augmente d'année en année. L'Algérie peut se targuer d'avoir inscrit la plus longue épreuve au calendrier de l'Union Cycliste internationale (UCI)», a-t-il ajouté. La 6^e édition comprend 22 étapes avec dix épreuves inscrites autour de six wilayas étoilées: Alger, Blida, Sétif, Constantine, Annaba et Oran, à travers 450 communes avec la participation de 31 équipes dont trois algériennes.

Parmi les pays retenus pour prendre

part à cette compétition figurent, entre autres, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, les Emirats Arabes Unis, l'Erythrée et la Colombie.

De son côté, le directeur du GTAC-2016, Rabah Ouchouaou, a indiqué que toutes les conditions sont réunies pour la réussite de cet événement. «Le Grand Tour d'Algérie est un défi qu'il faut réussir avec la contribution de tous les partenaires publics et privés. La caravane de cette année va passer à plus de 600 personnes, ce qui est énorme pour un tel événement», a précisé Ouchouaou.

Le GTAC-2016 est marqué par des étapes de montagne, où les coureurs auront à «grimper» plusieurs cols de 3^e et 1^{re} catégories dont la montée de Santa Cruz à Oran et le mont Chréa qui culmine à 1550 mètres d'altitude (Blida).

APS

S o l u t i o n

Sudoku N°1215

8	1	5	9	7	4	6	2	3
3	9	6	1	2	8	7	4	5
4	7	2	6	3	5	9	1	8
7	6	4	5	1	2	3	8	9
2	8	3	7	6	9	1	5	4
1	5	9	4	8	3	2	7	6
9	4	1	2	5	6	8	3	7
6	3	7	8	4	1	5	9	2
5	2	8	3	9	7	4	6	1
9	5	3	6	7	4	8	2	1
2	1	4	3	8	9	7	5	6
6	7	8	2	1	5	4	3	9
8	7	9	3	5	4	1	2	6
6	2	4	1	7	9	3	8	5
5	3	1	2	8	6	7	4	9
2	6	8	9	4	3	5	1	7
7	9	5	8	1	2	4	6	3
1	4	3	5	6	7	8	9	2
4	1	2	7	9	5	6	3	8
9	5	6	4	3	8	2	7	1
3	8	7	6	2	1	9	5	4

Mots Croisés N°1215

BOUSTIFAILLE
OMNIUM■GROOM
UPAS■PARESIE
RHUMERIE■A■U
SA■OTE■AGNUS
OLIM■CUBAGE■
UELE■ALLIER■
F■ETETEE■L■B
L■AGNIM■TEKE
AGUI■OASIS■N
NIXE■N■UT■ON
TC■SESTRIERE

Mots Fléchés N°1215

HORTICULTURE
■PERIR■AINES
GEAI■ONC■EN■
ARCEAU■ESTOC
LET■BLATTE■R
VRILLER■ELFE
A■OUIREZ■LEV
NONNE■TELE■A
IN■CROIRE■ER
SETH■LEOPOLD
EGRENER■R■BE
RAIRE■ELEVES

COUPE DU MONDE 2016 D'ESCRIME/ SABRE JUNIORS (GARÇONS) PAR ÉQUIPES

L'Algérie bat l'Egypte et remporte le titre

La sélection algérienne masculine «junior» de sabre a remporté la Coupe du monde de sabre (étape d'Alger) en battant l'Egypte par 45 touches à 38 en finale par équipes disputée dimanche à la salle Harcha-Hacène (Alger).

Le trio algérien (Zine Eddine Heroui, Ugo Daniel Gamberoni et Akram Bounabi) s'est imposé à l'issue d'une opposition palpitante devant une équipe égyptienne composée de Moataz Medhat, Nouredine Nouredine et Mokhtar Wafaey. L'Egypte a mené au tableau d'affichage jusqu'à la 17e touche, mais les sabreurs algériens sont revenus en force prenant un écart de deux à trois points, avant de remporter la



rencontre (45-38).

«Les débats étaient vraiment serrés de bout en bout. Nos sabreurs ont évolué à un bon niveau résistant au retour des Égyptiens. Avec plus de travail et d'application ils vont progresser encore.

Mes félicitations à toute l'équipe», a déclaré à l'APS l'entraîneur cubain de la sélection algérienne de sabre, Salazar Guzman.

En demi-finale, l'Algérie a battu la Tunisie 45 à 41, alors que les Égyptiens ont pris le meilleur sur la Jordanie (45-27).

«Ce titre est historique car c'est la première fois que l'Algérie arrive à battre l'Egypte et la Tunisie dans un même tournoi. Les deux médailles de bronze en individuel (Bounabi et Heroui, ndlr) devraient ouvrir de belles perspectives pour l'escrime algérienne», estime le coach algérien.

De son côté, l'entraîneur

de la sélection égyptienne, Cherif Al Bekeri, a reconnu la suprématie de l'adversaire. «Je félicite l'équipe algérienne pour son effort et je pense qu'elle a bien mérité ce titre vu ce qu'elle a montré. Les erreurs commises dans des moments délicats ont été fatales», a expliqué le technicien égyptien.

La Tunisie a pris la 3e place de l'épreuve par équipes grâce à son succès devant la Jordanie 45 touches à 41. En individuel, le titre est revenu samedi au Tunisien Fares Ferjani (N.8 mondial) en s'imposant en finale devant l'Égyptien Mokhtar Wafaey 15 à 9.

Vingt (20) athlètes représentant sept pays (Algérie, Tunisie, Égypte, Grèce, Argentine, Mali et Jordanie), ont pris part à cette étape de Coupe du monde. Le président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Bernaoui, a justifié le petit nombre de participants par le déroulement des championnats d'Asie et d'Europe à partir de la semaine prochaine.

TOUR PRÉLIMINAIRE ALLER DE LA LIGUE DES CHAMPIONS, ASHANTI GOLD 1 - MO BÉJAÏA O

Les Béjaouis chances intactes pour la qualification



Saïd Ben

Le MO Béjaïa, représentant algérien en Ligue des champions, a concédé une courte défaite dimanche dernier à Obuasi-Accra, capitale du Ghana face à la formation locale d'Ashanti Gold (0-1) pour le compte du match aller du tour préliminaire de cette compétition continentale. Pour un premier match historique du MOB dans cette prestigieuse compétition, les joueurs du coach Amrani ont bien rempli leur mission convenablement si ce n'est les mauvaises décisions de l'arbitre burkinabé Jean Ouattara. En effet, N'doye marque un but d'entrée de jeu pour le MOB, mais l'arbitre en décide autrement en l'annulant pour une position de hors jeu bien difficile à accepter.

Ensuite et alors que Joshua n'ouvre la marque pour son équipe à l'heure du jeu, l'arbitre a pris une décision très contestable en brandissant un carton jaune face au joueur du MOB Lakhdari dix minutes plus tard. Avec un premier carton en début de match, Lakhdari se voit donc expulsé injustement par l'arbitre. Car, en réalité le joueur ghanéen qui a profité de la sanction d'un carton. Mais, les aléas de l'arbitrage à l'Africaine sont toujours de mise malheureusement, car certains referees du continent n'ont pas encore cette « culture » d'officier d'une manière bien équitable. Ainsi donc et bien qu'amoindris par un joueur clé, les joueurs du coach Amrani tiennent bien la suite de la rencontre pour la terminer sur le score d'un seul but encaissé. Ce résultat laisse grande ouverte la possibilité de qualification au match retour prévu le 28 février au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa à partir de 18h00. D'ailleurs, le coach Amrani lui-même n'a pas hésité à annoncer à Obuasi même que « nous nous qualifierons à Béjaïa ». Tous les joueurs sont çà féliciter pour leur courage et leur bonne prestation alors que le gardien de but Daïf mérite une mention spéciale pour avoir été un des atouts majeurs pour que Béjaïa n'encaisse qu'un seul but en arrêtant et annihilant plusieurs occasions de but des ghanéens.

Le coach Ghanéen Hayford Bashir reconnaît que son équipe a disputé un match plein contre une solide équipe de Béjaïa. Témoignage à prendre très au sérieux venu de la part de l'adversaire de cette équipe du MOB dont les joueurs sont décidés à arracher leur qualification au prochain tour lors du match retour prévu le 28 février prochain à Béjaïa au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa qui sera officieusement par des arbitres soudanais. En effet, le directeur de jeu est Sabri Mohamed Fadul, assisté de ses deux compatriotes, Mohamed Abdellah Ibrahim et El Moiz Ali Mohamed. Et justement en cas de qualification justement lors du match retour, les Béjaouis devront rencontrer le vainqueur de la double confrontation entre les Tunisiens du Club Africain et les Ivoiriens de l'AS Tanda.

A noter enfin que l'ES Sétif, second représentant algérien dans cette prestigieuse compétition des clubs, est exemptée de ce tour préliminaire.

S.B.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS L'AGO reportée au 27 février

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), initialement prévue le 19 février au Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania (Alger), a été finalement renvoyée au 27 du même mois, a annoncé hier l'instance fédérale, sans préciser le motif de ce report. «L'adoption du procès-verbal (PV) de l'AGO du 06/02/2015 et approbation des bilans moral et financier de la saison 2015 seront à l'ordre du jour de cette assemblée» a détaillé la même source. La FAT devrait profiter de l'occasion pour exposer son «plan d'action pour la saison 2016» ainsi que «les prévisions budgétaires» de la même année. Le 19 décembre 2015, la FAT avait tenu une assemblée générale extraordinaire (AGE) également au Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania, pour l'adoption de la mise en conformité des nouveaux statuts ainsi que le règlement intérieur. Cette AGE s'était tenue conformément au décret exécutif N°14-330 du 4 Safar 1436, correspondant au 27 novembre 2014, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives nationales.

HANDBALL Tournoi national benjamins garçons le 20 février à Arzew

Un tournoi national de handball benjamins garçons aura lieu samedi prochain à la salle omnisports d'Arzew (Oran), a-t-on appris auprès du président de l'ES Arzew, Amine Benmoussa. Cette manifestation sportive est organisée dans le cadre de la journée nationale du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année, par l'APC d'Arzew en collaboration avec le club de handball de L'Espérance sportive d'Arzew (ESA). Ce rendez-vous sportif d'une journée regroupera quatre clubs, à savoir la JS Kabylie, le MC Saïda, le WA Tlemcen et l'ES Arzew. Il se veut également une pensée à la mémoire des regrettés Abed Hadj Hamid, membre fondateur de l'ES Arzew, Touati Tirida, ex-arbitre fédéral et Hansali Kamel, entraîneur des jeunes à l'Espérance sportive d'Arzew. Le tournoi, qui se déroulera en demi-finales et finale, sera clôturé par une cérémonie de remise de cadeaux aux vainqueurs, participants et familles des défunts.

ATHLÉTISME Mascara remplacée par Alger pour la tenue du second meeting handisport

La ville de Mascara a été remplacée par celle d'Alger pour la tenue du second meeting d'athlétisme handisport, le samedi 20 février à partir de 9h00, a-t-on appris dimanche, auprès de la Direction de l'organisation sportive (DOS) de la Fédération algérienne handisport (FAH). «On a été informé, jeudi, par la ligue handisport de Mascara, de l'impossibilité d'organiser le 2e meeting d'athlétisme à sa date, à cause de l'indisponibilité du stade de Mascara, lieu retenu pour la compétition», a indiqué le DOS, Mustapha Bendali, ajoutant que cette décision de dernière minute, l'a poussé à mettre les bouchées doubles pour trouver un autre lieu et surtout maintenir la date initiale.

«Il fallait trouver un lieu de remplacement et surtout maintenir la date du 20 février du meeting, arrêtée en début de saison, afin d'éviter de chambouler le reste du programme. Le stade annexe du 5 juillet est prêt et sera disponible durant la même date», a souligné Bendali. Des correspondances ont été envoyées dans ce sens pour informer les différentes ligues et clubs concernant le changement de lieu, afin de prendre les dispositions nécessaires et être présents au meeting. Le DOS s'attend à une «bonne» participation des athlètes et des clubs, malgré le changement de dernière minute.

Le meeting d'Alger interviendra après le premier qui a eu lieu fin janvier à Batna et qui avait donné le coup d'envoi des activités d'athlétisme handisport pour la saison 2015-2016.

À l'instar du meeting de Batna, celui d'Alger connaîtra également l'organisation de sept épreuves, à savoir, le 100m, 200m, 400m, 800m, 1500m, 5000m et 800m pour les U-16. Les concours concerneront le poids, le club, le javelot, le disque et la longueur.

La Fédération algérienne handisport a programmé six meetings pour la saison en cours, avant le championnat d'Algérie prévu du 2 au 4 juin prochain à Béjaïa.



LE CHAMPIONNAT NATIONAL "JUNIORS" DE TAEKWONDO REPORTÉ AU MOIS DE MARS

Le championnat national "Juniors" de taekwondo, initialement prévu les 26 et 27 février courant à la salle Harcha Hacène (Alger) est

reporté au 18 et 19 mars prochain, a annoncé hier la Fédération algérienne de taekwondo. «Le report a été décidé pour éviter un

chevauchement avec les examens scolaires, également prévus à la fin du mois de février courant» a justifié dans un communiqué la

Fédération de taekwondo. Le nombre d'athlètes et de clubs engagés dans cette compétition n'a pas encore été dévoilé.

AGO DE LA LFP:

Medouar : «le football algérien a regressé depuis l'avènement du professionnalisme»

Le football algérien n'a fait que régresser depuis l'avènement du professionnalisme, dont il n'a pris que les aspects négatifs, et il gagnerait peut-être à revenir à l'amateurisme, a déclaré le porte-parole de l'ASO Chlef, Abdelkrim Medouar, lors de l'Assemblée générale ordinaire de la Ligue de Football Professionnel (LFP), tenue dimanche à Sidi-Moussa (Alger).

«Les clubs tunisiens et marocains ont toujours le statut d'amateurs et ils vivent parfaitement bien cette situation.

Ils participent même à la Coupe du monde des clubs champions.

Alors, pourquoi les clubs algériens doivent-ils acquiescer obligatoirement ce soi-disant statut de professionnel, alors qu'il ne leur convient pas à tous les niveaux ?», s'est interrogé Medouar devant les membres de l'AGO.

Le responsable chélifien s'est révolté également contre le retard accusé dans la livraison des aides promises par l'Etat, notamment, pour la construction des centres de formation.

«Les clubs algériens sont et resteront le principal pourvoyeur des différentes sélections nationales. On doit donc les aider à former pour assurer une continuité dans cette perspective. Jusqu'à quand continuera-t-on à faire appel à des joueurs binationaux ?», a ajouté Medouar. Le président de l'US Chaouia, Madjid Yahia, pour sa part, saisi la LFP pour demander un renforcement des conditions de sécurité dans la dernière ligne droite des différents championnats (ndlr, Ligues 1 et 2).

«Désormais, chaque point vaudra son pesant d'or, que ce soit pour décrocher le titre, accéder à une division supérieure où éviter la relégation.

Certains clubs n'hésitent pas à recourir à des moyens extra sportifs pour arriver à leurs fins et c'est pour cela que je demande un renforcement des conditions de sécurité, dans ce qui reste du parcours», a demandé le responsable chaoui.

De son côté, le président du CR Belouizdad, Réda Malek, a préféré prendre la parole pour interpellier ses pairs au sujet du plafonnement des salaires, considérant que «ce serait une bonne chose pour le football algérien que les responsables de clubs se mettent d'accord sur un barème unifié.» Une initiative ciblant à soulager les clubs, particulièrement les moins riches, surtout que les salaires de joueurs représentent le plus gros des dépenses.

Dans la même perspective, le vice-président de la LFP, Fawzi Guellil, a rappelé aux responsables de clubs qu'un «modèle de plan de redressement est disponible» ajoutant qu'ils peuvent s'en inspirer pour «rééquilibrer leurs finances».

ASO CHLEF : L'entraîneur Aït Mohamed confirmé jusqu'à la fin de la saison

L'entraîneur Rachid Aït Mohamed a été confirmé dans ses fonctions à la tête de la barre technique de l'ASO Chlef (Ligue 2 algérienne de football) jusqu'à la fin de la saison, a-t-on appris hier du porte-parole du club chélifien, Abdelkrim Medouar.

«La direction de l'ASO confirme Aït Mohamed à la tête de l'équipe jusqu'à la fin de la saison.

Il a aussi toute latitude de choisir son adjoint qui l'accompagnera dans sa tâche», a déclaré Medouar à l'APS.

Rachid Aït Mohamed, Samir Zaoui et Sadek Larbi avaient coaché l'équipe à titre intérimaire en déplacement face au MC El-Eulma (victoire 1-0) et contre le leader, l'Olympique Médéa à domicile (0-0), récoltant quatre points.

Ces résultats ont permis à l'ASO de se maintenir à la 4e place (30 pts), ex aequo avec le Paradou AC, à six longueurs de la 3e position, dernier accessit pour la Ligue 1. Le Français Jean-Guy Wallemme, en poste depuis juin dernier, a déposé sa démission après la défaite concédée à domicile face à l'Amel Boussaâda (0-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat.

L'ancien entraîneur du MC Alger et de la JS Kabylie, l'Italien Enrico Fabbro, avait été proposé au club mais les deux parties ne sont pas parvenues à un accord sur la durée du contrat et les objectifs du reste de la saison.

Medouar a ensuite expliqué que «la conjoncture actuelle nécessitait l'engagement d'un entraîneur algérien connaissant les rouages de la Ligue 2».

APS

AGO DE LA FAF :

Adoption à l'unanimité des bilans moral et financier

Les membres de l'Assemblée générale (AG) de la Fédération algérienne de football (FAF) ont adopté hier, à l'unanimité, lors d'une réunion ordinaire à Sidi Moussa (Alger), les bilans moral et financier de l'exercice 2015.

Le secrétaire général de la FAF, Nadir Bouzenad, a annoncé la présence de 103 membres sur l'ensemble des 110 composant l'assemblée générale.

Au cours de la présentation du bilan moral, le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, est revenu sur les «acquis» réalisés lors de l'année 2015 avec «notamment la brillante qualification de la sélection olympique aux jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro, décrochée après trois décennies d'absence».

Le président de l'instance fédérale s'est penché aussi sur la gestion financière de la FAF, estimant que «la Fédération s'est permis un auto-financement à la faveur des sponsors et

de la politique de marketing suivie depuis des années.

Cette aisance financière a permis à la Fédération de subvenir à ses besoins financiers».

L'investissement consenti au niveau du Centre technique national à Sidi Moussa (Est d'Alger), le projet d'un hôtel de la FAF (70 chambres single et 39 autres double) et la construction d'un nouveau siège de la FAF à Sidi Moussa, ont été également cités par l'orateur au cours de son intervention.

Concernant le bilan financier, le commissaire aux comptes a avancé «un excédent exceptionnel» pour l'exercice 2015, soit «le meilleur résultat depuis la création de la FAF» en 1962.



A l'instar de l'exercice précédent, l'instance fédérale «n'a pas utilisé la subvention reçue du ministère de la Jeunesse et des Sports estimée à 350.000.000 dinars», précise l'intervenant, ajoutant que cette subvention a été restituée au Trésor public pour «aider le sport».

Avant la clôture des travaux, les membres de l'AG

ont adopté 5 résolutions: approbation du procès-verbal de l'AGO de mars 2015, approbation du procès-verbal de l'AG extraordinaire de novembre 2015, approbation du bilan moral de l'exercice 2015, approbation du bilan financier de l'exercice 2015 et approbation du budget prévisionnel de l'exercice 2016.

MC ALGER :

Levée de sanction de l'ex-dirigé Omar Ghrib (FAF)

La sanction à vie infligée à l'ex-dirigé du MC Alger Omar Ghrib, suite à l'incident de la finale de coupe d'Algérie 2013 face à l'USM Alger, a été levée lors de l'Assemblée générale (AG) ordinaire de la Fédération algérienne de football (FAF) qui se poursuivait hier à Alger.

Les membres de l'AG ont approuvé à l'unanimité la levée de cette sanction qui intervient après «la demande formulée par les responsables du Club sportif amateur (CSA)» du MCA.

Ghrib avait été interdit à vie d'exercer toute activité en relation avec le football, avec proposition de radiation

du mouvement sportif national, suite au boycott par les joueurs du MCA de la cérémonie de remise des médailles après la finale de la coupe d'Algérie perdue face à l'USMA (1-0) le 1er mai 2013 au stade du 5-Juillet.

L'ancien coordinateur de la section football de la formation algéroise a été accusé d'être le principal instigateur du comportement des joueurs en les sommant de rejoindre les vestiaires dès la fin de la finale et de ne pas accéder à la tribune d'honneur où se trouvaient plusieurs personnalités, à leur tête le Premier ministre.



CONVENTION MJS/FAF :

Vers la création d'un fonds pour le développement du football amateur

La Fédération algérienne de football (FAF) et le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) signeront «prochainement» une convention pour la création d'un fonds au profit du développement du football amateur, a annoncé hier à Sidi Moussa (Alger), le président de la FAF, Mohamed Raouraoua.

«Nous avons découvert des centaines de milliards de dinars au niveau des comptes du MJS qui n'ont pas été mouvementés par les différents ministres qui se sont succédés.

Avec le ministre El Hadi Ould Ali,

nous avons décidé d'utiliser cette manne financière en signant prochainement une convention pour la création d'un fonds au profit du développement du football amateur», a indiqué Raouraoua au cours de son intervention pour la présentation des bilans moral et financier lors de l'assemblée générale ordinaire (AGO) de la FAF.

Cette convention exprime «la volonté de l'Etat de soutenir le football amateur avec la présence d'un nombre de clubs estimé à 1200 à travers le pays», a souligné, de son côté, le

ministre de la Jeunesse et des Sports El Hadi Ould Ali.

Le président de la FAF a précisé que «les subventions seront versées selon des critères bien précis», soulignant que «les clubs privilégiant la formation auront des subventions annuelles plus importantes».

Outre l'aide au football amateur, le président de l'instance fédérale a indiqué qu'une partie de ces subventions ira «au football féminin, à la Direction technique nationale (DTN) ainsi qu'aux ligues régionales».

MOBILIS-LIGUE 1 PROFESSIONNELLE:

L'USM El Harrach et le RC Arbaâ, effectifs les plus jeunes

L'USM El Harrach et le RC Arbaâ, avec une moyenne d'âge de 23,6 ans, possèdent les effectifs les plus jeunes de la Ligue 1 professionnelle de football, a révélé la Ligue de football professionnel (LFP) lors de son assemblée générale ordinaire (AGO), tenue dimanche à Sidi-Moussa (Alger).

Avec une moyenne d'âge de 29 ans, le CS Constantine possède, en revanche, l'effectif le plus vieillissant de la Ligue 1 et devrait donc «faire un effort», selon la LFP pour le rajeunir. En Ligue 2, c'est l'US Chaouia qui

possède l'effectif le plus jeune, avec une moyenne d'âge estimée à 23 ans, au moment où l'AS Khroub et l'Amel Boussaâda possèdent les effectifs les plus âgés, avec une moyenne de 27 ans chacun.

La LFP a profité de cette occasion pour attirer l'attention des responsables de clubs sur la nécessité des joueurs étrangers et binationaux qui, statistiques à l'appui, ne jouent pas souvent.

«En moyenne, les joueurs étrangers ne jouent que 38 minutes par match,

et les binationaux 43 minutes sur les 90 minutes, que dure une rencontre.

Ce qui est trop peu», a signalé le vice-président de la LFP, Fawzi Guellil.

«La Ligue ne cherche pas à s'immiscer dans les affaires techniques des clubs.

Les entraîneurs ont le droit de gérer leurs effectifs tel qu'ils le souhaitent.

Nous ne faisons que signaler des faits et espérant qu'ils les prendront en compte» a tenu à préciser le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj.

GUARDIOLA VIRÉ AVANT LA FIN DE SON CONTRAT ?

Le futur entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, pourrait être licencié du Bayern Munich avant la fin de la saison à en croire les informations d'un tabloïd britannique. Selon le *Daily Express*, le technicien espagnol aurait déjà la tête ailleurs depuis quelques semaines et cette attitude aurait le don d'agacer les dirigeants bavarois. Une élimination prématurée en Ligue des Champions pourrait ainsi précipiter la chute de Guardiola.



MATA BIENTÔT EN CHINE ?

Juan Mata, dont l'avenir est incertain en raison de la possible arrivée de José Mourinho à Manchester United, fait l'objet d'un intérêt de trois clubs chinois. La Super League chinoise n'a pas fini de faire parler d'elle. Devenue le nouvel Eldorado du football mondial, la Chine souhaite continuer à attirer les meilleurs joueurs du monde et plusieurs noms circulent déjà. Selon *The Sunday People*, trois clubs chinois sont entrés en contact avec Juan Mata. Le milieu offensif espagnol, qui était titulaire contre Sunderland samedi (2-1), n'est pas certain de rester à Manchester United l'été prochain. La possible arrivée de José Mourinho pourrait le pousser à partir. Son contrat se termine en juin 2018.

JAMES : «LE CHANGEMENT A ÉTÉ BON POUR TOUS»

James Rodriguez s'estime en pleine forme et apprécie jouer sous les ordres de Zidane.

Auteur d'une belle prestation ponctuée d'un but face à l'Athletic Bilbao (4-2), James Rodriguez s'est montré décisif dans le succès du Real Madrid au Bernabeu. Après la rencontre, il est revenu sur son niveau depuis quelques semaines, critiquant Rafael Benítez par la même occasion. "Je suis beaucoup mieux, cela aide beaucoup. Ce n'est pas seulement moi, je pense que le changement a été bon pour tous. Pour moi cela a été bon parce que Zidane a apporté du jeu. Tout le monde joue plus. Il parle avec chacun de nous et cela est bon au moment de jouer parce que ça donne de l'attitude", a fait savoir le milieu offensif du club merengue dans des propos rapportés par Marca.



HAZARD NE DIT PAS NON AU PSG

Alors que Chelsea va affronter le PSG, mardi au Parc des Princes en 8e de finale aller de la Ligue des champions, Eden Hazard s'est montré particulièrement élogieux envers le club parisien. Alors qu'un départ en fin de saison est régulièrement évoqué, le milieu de terrain international belge a apporté un premier élément de réponse quant à sa future destination. Interrogé par le Parisien sur un intérêt du PSG, il répond : "Difficile de dire non au PSG, comme à toutes les équipes capables de gagner la Ligue des champions. Maintenant, le PSG fait partie de cette catégorie. Et pour moi, remporter la Ligue des champions, c'est le principal objectif. Mais pour l'instant, je ne m'attarde pas là-dessus."



La Juventus lorgne sur Mahrez ?

Des rumeurs circulant dans les médias italiens font état d'un intérêt croissant de la Juventus envers le milieu algérien de Leicester City, Riyad Mahrez. Révélation de la saison en Premier League, Riyad Mahrez pourrait ne pas rester trop longtemps au sein de son équipe de Leicester City. Le joueur formé au Havre aurait d'ailleurs déjà tapé dans l'œil de quelques grands clubs européens. Il y a quelques jours, son nom avait circulé du côté de Barcelone. A présent, c'est du côté de la Juventus que l'on évoque la possibilité d'une approche. Selon le site de calciomercato, les décideurs de la Vieille Dame auraient même déjà noué un contact avec les représentants de l'international algérien. Une offre concrète pourrait être formulée aux Foxes dès le début du mercato estival.



Aubameyang ciblé par ManU ?

Manchester United pourrait passer à l'action, cet été, pour attirer Pierre-Emerick Aubameyang, l'attaquant du Borussia Dortmund. Si l'on en croit les informations du *Daily Mail*, le club mancunien envisagerait de se tourner vers l'attaquant gabonais, auteur cette saison de 30 buts toutes compétitions confondues (20 en Bundesliga). Afin de recruter l'ancien Stéphanois, les Red Devils seraient disposés à débours 70 millions de livres, soit environ 90 millions d'euros.



ARSENAL CONFIANT POUR OZIL

Comme évoqué par la presse espagnole ce week-end, Mesut Özil serait l'une des priorités estivales du FC Barcelone. Mais selon le *Daily Telegraph*, les dirigeants londoniens seraient très confiants dans ce dossier. D'après le quotidien britannique, Arsène Wenger serait persuadé de la fidélité de l'international allemand qui a reçu récemment une proposition de prolongation de contrat avec une hausse de salaire à la clé. Mais selon certaines indiscretions venant d'Espagne, le joueur ne souhaiterait pas prolonger et aurait surtout envie de remporter la Ligue des Champions. Le Barça a sans doute des arguments que ne possèdent pas les Gunners.



FÊTE NATIONALE Le Président Bouteflika félicite son homologue serbe

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de félicitations à son homologue serbe à l'occasion de la fête nationale de son pays, dans lequel il a renouvelé sa volonté d'œuvrer avec lui au développement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. «Au moment où la République de Serbie célèbre sa fête nationale, il me plaît de vous présenter, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, nos sincères félicitations accompagnées de mes vœux de santé et de bonheur pour vous-même, de progrès et de prospérité pour le peuple serbe ami», a écrit le président de la République. «Cette occasion m'offre l'opportunité de vous renouveler ma volonté d'œuvrer, avec vous, au développement des relations d'amitié et de coopération entre nos deux pays pour les hisser au niveau des attentes de nos deux peuples», a souligné M. Bouteflika.

DIPLOMATIE M^{me} Taous Feroukhi, nouvel ambassadeur d'Algérie en Espagne

Le gouvernement du Royaume d'Espagne a donné son agrément à la nomination de Mme Taous Feroukhi, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Royaume d'Espagne, a indiqué hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

SAHARA OCCIDENTAL: Une organisation norvégienne appelle l'ONU à accélérer l'organisation du référendum d'autodétermination

Le président du Fonds norvégien de soutien des étudiants et professeurs, Niklas Paulsen a appelé les Nations unies à accélérer l'organisation d'un référendum, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, a rapporté hier l'agence de presse sahraouie SPS.



Lors d'une rencontre avec le représentant du Front Polisario, Limam Khalil, M. Paulsen a qualifié la poursuite de l'occupation illégale du Sahara occidental par le Maroc d'"inacceptable", exhortant la communauté internationale à agir pour accélérer la décolonisation de la dernière colonie en Afrique à travers l'exercice du peuple sahraoui de son droit légitime à

l'autodétermination et à l'indépendance. Le fond norvégien a lancé en 2015 une campagne, sous le slogan "le Sahara occidental : 40 ans ça suffit" en vue d'exercer des pressions sur le gouvernement norvégien à jouer un rôle efficace permettant au peuple sahraoui de jouir de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Inscrit depuis 1966 sur la liste

des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental et la dernière colonie en Afrique, occupée depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

APS

Publicité

فوائد المنتج الجزائري هي نفسها فوائد المنتج الأجنبي
فلنشجع المنتج الجزائري

A NOS LECTEURS

DK NEWS informe ses fidèles lecteurs du changement de ses numéros de téléphone et de fax comme suit : Tél : 023.38.49.95/023.38.48.00 Fax : 023.38.47.95.